

## SOMMAIRE

Juillet - Août 2006

Volume VII Numéro 4

### COMMENTAIRES

- 3 Produits tropicaux et érosion des préférences : Vers une convergence entre pays en développement ?
- 7 L'Organe de règlement des différends après Doha : « Un risque de déséquilibre »
- 9 Paradoxes et contradictions du commerce mondial 9
- 11 Qu'y a-t-il à présent pour l'Afrique ?
- 12 L'Afrique dans la libéralisation des échanges : promesses et défis des négociations multilatérales

### NOUVELLES DE L'OMC

- 15 L'aide pour le commerce indépendante du Cycle de Doha, dit l'Equipe spéciale

### NOUVELLES REGIONALES

- 16 Le G 20 affiche son ouverture pour une reprise des négociations mais appelle à un résultat ambitieux et équilibré
- 17 La conférence des ministres de l'agriculture d'Afrique de l'ouest et du centre (CMA AOC) plaide pour l'harmonisation des politiques régionales et des moyens accrus à l'agriculture

### EVENEMENTS ET PUBLICATIONS

- 24 Publications
- 24 Evénements

## Crise à l'OMC : Les négociations commerciales piégées entre le marteau du « parallélisme » et l'enclume des échéances politiques aux Etats-Unis.

De fiasco en relance, les négociations commerciales menées dans le cadre du programme de Doha pour le développement, ont évolué depuis 2001 en dents-de-scie. En dépit des déclarations d'intention et de la « vraie fausse volonté politique » que les pays développés en particulier ne se sont jamais privés de manifester, les négociations n'ont jamais reçu un coup d'accélérateur décisif et suffisamment fort pour permettre au cycle de prendre du rythme et de l'envol.

Face à un processus moribond qui, comme l'a exprimé le Ministre indien du commerce, se trouve entre « les soins intensifs et le crématoire », il semble qu'il n'y avait d'autre choix que de l'arrêter, le temps que les Membres reviennent à de meilleurs sentiments ou que soit dépassées les périodes politiques américaines qui d'une manière ou d'une autre, déteignent toujours sur la marche de l'OMC. Et il faut s'en faire une raison. Les négociations commerciales multilatérales n'échouent pas parce que les préoccupations de pays pauvres y sont ignorées. Elles ne s'arrêtent pas non plus parce que tel ou tel aspect du développement promis à Doha n'a pas encore trouvé un traitement judicieux et opérationnel. Lorsqu'il y a rupture, c'est en général pour trois raisons : des divergences entre les Etats-Unis et l'UE ; des divergences entre les Etats-Unis et l'UE d'un côté et le G20 de l'autre ; et enfin une entrée de la politique intérieure américaine dans les négociations commerciales. A Seattle, c'est le premier niveau d'entente qui avait manqué ; à Cancun le second - même si on dit aussi que la période préélectorale américaine de 2003 avait empêché tout engagement venant des Etats-Unis-, et en juillet dernier une conjugaison des trois facteurs.

n'a pas été fructueux, pas plus que les intenses pourparlers menés entre fin juin et début juillet de cette année. L'échec de ces discussions avait d'ailleurs poussé les Membres à faire appel au Directeur général de l'OMC pour servir de catalyseur aux négociations. Apparemment ce dernier n'a pas réussi à sortir le cycle de « l'enlèvement » puisque la suspension exprime aussi un aveu d'échec.

Les Membres de l'OMC s'entendent au moins sur une chose : c'est que l'évolution des négociations passera nécessairement par une avancée concomitante des questions qui marquent les angles d'un « triangle » qui traduit désormais pertinemment la « géopolitique » des négociations : les Etats-Unis devront procéder à des abaissements plus profonds du soutien interne pour les produits agricoles ; l'UE devra élargir l'accès aux marchés pour les produits agricoles ; et le G20 et les grands pays en développement, tels que le Brésil et l'Inde, devront baisser leurs droits sur les tarifs industriels et prendre des engagements pour les services. Le problème est cependant de savoir qui agit le premier.

### L'agriculture principal point d'achoppement : L'intransigeance américaine en question

L'UE n'a pas perdu du temps pour imputer l'échec des discussions à l'intransigeance américaine. « Nous avons été chargés par les Chefs de gouvernement du G-8 de nous réunir

### Un échec prévisible

Les observateurs les plus avertis estiment que la crise était loin d'être inattendue. Le délai de référence du 30 avril convenu à Hong Kong pour trouver un compromis sur des modalités pour l'agriculture et l'AMNA

PASSERELLES est une publication conjointe de Enda tiers monde et ICTSD. Elle a pour vocation de fournir une perspective africaine dans les négociations commerciales multilatérales et bilatérales.

(suite à la page 2)

*Crise à l'OMC : Les négociations commerciales piégées... (suite de la page 1)*

*pour indiquer une plus grande flexibilité, et j'estime que chacun de nous l'a fait, sauf les Etats-Unis », a déclaré le Commissaire européen au commerce, Peter Mandelson après l'arrêt des discussions. « Les Etats-Unis étaient peu disposés à accepter ou à reconnaître la flexibilité dont les autres faisaient preuve dans la salle ; et en conséquence, ne se sont pas sentis en mesure de faire preuve de flexibilité sur la question des subventions agricoles. »*

Selon les projections, la proposition américaine visant à réduire de 53% les subventions ayant des effets de distorsion sur les échanges abaissera la limite des dépenses actuelles de ce pays de 48,2 milliards de dollars US à approximativement 22,5 milliards - ce qui est toujours plus élevé que les 19,7 milliards de dollars actuellement versés pour de tels paiements l'an passé. Les diplomates d'autres délégations se sont également dits déçus que les États-Unis, soient les seuls parmi les Membres du G-6 à n'avoir présenté aucune nouvelle proposition au cours de la réunion.

Washington a riposté avec ses propres accusations. Le 25 juillet, la mission commerciale américaine à Genève a publié une déclaration qualifiant de « faux et trompeurs » les points de vue formulés par l'UE, et a averti que « les accusations et les reproches de Bruxelles risquaient de compromettre » les rares chances qu'il reste de sauver le Cycle de Doha. Les responsables américains insistent sur le fait qu'ils étaient venus à Genève prêts à offrir des abaissements additionnels de leurs subventions internes, mais qu'ils ne l'avaient pas fait uniquement parce l'UE et l'Inde n'avaient pas été en mesure de proposer des améliorations significatives sur l'accès aux marchés pour les produits agricoles.

Rejetant les plaintes américaines, Mandelson a déclaré qu'au cours de la réunion du G-6, l'UE avait proposé de partir de la proposition initiale visant un abaissement moyen des tarifs agricoles de 39% à près de 51% - « proche du niveau de [54%] demandé par le G-20 de pays en développement. » Il a également déclaré avoir indiqué qu'il était « prêt à discuter du chiffre et du traitement des produits sensibles, » qui

feront l'objet d'abaissements tarifaires plus faibles, en échange de l'élargissement des contingents d'importation. Des efforts européens reconnus par l'Inde et le Brésil même si, ajoutent-ils, Bruxelles est encore en deçà des demandes du G20.

### **Les négociations piégées par la politique américaine**

Les responsables de nombreux pays ont laissé entendre que l'opposition ferme des États-Unis à des abaissements des subventions additionnels était peut-être due au souhait de l'administration Bush de ne pas contrarier le lobby agricole influent avant les élections législatives à mi-parcours de novembre prochain, qui font l'objet d'une rude bataille.

Mandelson a instamment invité le Président George W. Bush à demander au Congrès la prorogation de son « *autorité de promotion du commerce* » après mi-2007, ce qui semble peu probable. Il a également demandé à Bush d'opposer son veto aux tentatives visant à renouveler les programmes de subventions à l'agriculture existants, car ceci affaiblirait la capacité des États-Unis à faire des concessions à l'OMC.

Certains analystes estiment que les négociations pourraient reprendre après les élections américaines de novembre. D'autres pensent que le Cycle pourrait être gelé jusqu'en 2009, avec l'arrivée d'une nouvelle administration présidentielle à Washington plus à même de se voir accorder « *l'autorité pour la promotion du commerce* ». Faute de quoi, les États-Unis ne seront pas considérés comme un partenaire de négociation crédible - au plan multilatéral ou bilatéral - car le Congrès serait alors en mesure de faire un choix, disposition après disposition, dans des accords soigneusement ficelés, au lieu d'avoir à voter directement pour ou contre chaque ensemble. Des changements politiques sont également prévus ailleurs, avec un nouveau premier ministre attendu au Japon, à la fin de l'année et des élections présidentielles au Brésil et en France, en 2007.

### **Et les pays pauvres dans tout cela ?**

L'échec de juillet dernier porte un sacré coup à la rhétorique internationale qui tente de promouvoir l'idée selon laquelle

les pays développés cherchent à faire du commerce un outil de croissance, d'intégration et de développement pour les pays pauvres. De Doha à Hong Kong, les discours et les vœux se sont toujours heurtés à une implacable réalité : les pays développés Membres négocient pour les multinationales et les lobbies dominants qui contrôlent leurs économies. Or, on le sait, les logiques marchandes et expansionnistes des multinationales ne s'accrochent que très rarement de considérations éthiques ou juridiques lorsque leurs intérêts financiers sont en jeu. En fin de compte, il est apparu que l'ambition du programme de négociations arrêté en 2001 à Doha de faire du commerce l'instrument privilégié du développement n'était qu'un appât ou un leurre destiné à amener les pays du Sud – PMA, Pays en développement, Pays émergents - à souscrire aux attentes des pays industrialisés.

La polémique qui s'est installée entre les États-Unis et l'UE autour des négociations agricoles a fini par gangrener l'ensemble des discussions, y compris dans des domaines prioritaires pour les pays en développement et les PMA. L'incapacité de ces pays dominants à transcender leurs intérêts égoïstes et à présenter ensemble une proposition globale susceptible d'entraîner l'adhésion des pays émergents, qui pourraient à leur tour donner leur agrément sur la question de l'ouverture des marchés aux produits manufacturés, a jeté une ombre sur l'issue même du cycle de négociations.

Faut-il rire ou pleurer de la suspension des négociations ? Même si l'OMC est loin d'être l'organisation la plus populaire du système de la gouvernance internationale, les réactions suscitées par l'annonce de la suspension des négociations ont été en général assez mesurées.

Il ne fait désormais aucun doute qu'une réforme fondamentale de l'OMC et des accords qu'elle administre est plus que nécessaire pour espérer prendre en compte les impératifs du développement. Le besoin de régulation du commerce mondial qui, à cause d'une libéralisation souvent inappropriée, est devenu un instrument au service exclusif des pays développés et des multinationales se

*(suite à la page 17)*

# Produits tropicaux et érosion des préférences : Vers une convergence entre pays en développement ?

Christopher Stevens et Jane Kennan

Cet article analyse le commerce de produits pour lesquels un groupe de Membres de l'OMC souhaite une libéralisation substantielle dans le cadre du Cycle de Doha, alors qu'un autre veut qu'ils soient réglementés de manière à minimiser l'érosion des préférences.

L'objectif de notre analyse est simple : identifier comment minimiser le chevauchement entre la liste de produits tropicaux préparée par un groupe de huit pays latino-américains en vue d'une libéralisation totale, d'une part, et celle présentée par le Groupe ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) de l'autre, sans que l'une ou l'autre partie n'ait à renoncer à des intérêts significatifs.

## Contexte

Huit pays latino-américains ont proposé, en avril 2006, que la section qui énonce que « *la libéralisation la plus complète du commerce des produits agricoles tropicaux et pour les produits qui revêtent une importance particulière pour la diversification de la production en remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites* »<sup>1</sup> soit interprétée dans les modalités pour renvoyer à :

- L'élimination de tous les droits de douane et de toutes les restrictions quantitatives sur une base NPF (en juin dernier, 4 membres du groupe ont proposé – au lieu de l'élimination totale – une réduction tarifaire d'un montant maximal requis par la formule ; voir encadré)
- Des périodes de mise en œuvre plus brèves ; et
- La non inclusion des produits tropicaux (et alternatifs) dans les produits sensibles.<sup>2</sup>

Dans le même temps, le Groupe ACP a fait part de sa préoccupation concernant le fait que la libéralisation rapide et substantielle de certains de ces articles éroderait sérieusement les préférences dont il bénéficie.<sup>3</sup> Dans la mesure où les produits identifiés par les 8 pays latino-américains et par les ACP se recoupent, il est difficile de voir comment les souhaits des uns peuvent être réalisés sans prévaloir sur les préoccupations des autres. Le

présent article se fixe comme objectif de fournir des renseignements pouvant être utiles aux négociateurs qui cherchent à arriver à un compromis en apportant de légers changements aux deux listes.

Nous avons analysé les deux listes les plus récentes de produits tropicaux devant faire l'objet de 'la libéralisation la plus complète du commerce' et de produits ACP bénéficiant de 'préférences', pour identifier les éléments suivants :

- Le chevauchement initial entre les deux listes (c'est-à-dire les produits figurant sur la liste latino-américaine pour lesquels les ACP craignent une érosion des préférences) ;
- Le point de savoir dans quelle mesure les deux listes se chevaucheraient si la liste ACP se concentrait sur les produits effectivement exportés en vertu d'une préférence effective ;
- Le 'coût', pour les ACP, de l'érosion des préférences découlant de la libéralisation complète sur une base NPF pour les produits identifiés dans l'étape ci-dessus ; et
- Le 'coût', pour les pays latino-américains, du report de la libéralisation sur ces produits.

## Le chevauchement initial

Il y a 86 groupes de produits sur la liste latino-américaine, contre 43 sur la liste ACP – tous fixés au niveau des positions à quatre chiffres du Système harmonisé (SH). Soixante et un produits ne figurent pas sur la liste ACP et ne posent donc pas de problème. Toutefois, 25 sont présents sur les deux listes. En conséquence, si les Latino-américains convenaient d'exclure de la 'libéralisation la plus complète' tous les produits figurant sur la liste ACP, la portée de la libéralisation serait réduite de 29%.

## Une liste ACP ciblée

Du fait que pour supprimer 29% de la liste latino-américaine, il faudrait un degré assez substantiel de compromis, l'étape suivante a été de voir si oui ou non il serait possible de faciliter le processus en identifiant les produits de la liste de positions SH4 (positions à 4 chiffres dans le Système harmonisé) des ACP, qui actuellement sont une source de préoccupation particulière pour ces pays. Cette 'source de préoccupation' a été définie de la manière suivante.

Les produits hautement prioritaires ont été choisis sur les bases suivantes :

- Ceux que les ACP exportent actuellement dans des valeurs autres que négligeables (définis en tant qu'exportations de groupes d'une valeur de 100.000 euros ou plus) ; et
- Ceux qui sont soumis à un tarif NPF significatif au point que la 'libéralisation la plus complète' entraînerait une modification importante de l'accès aux marchés.

Ce processus de filtrage n'a été entrepris que sur les exportations ACP vers l'UE. Il pourrait être étendu à d'autres marchés de pays développés, si l'approche était jugée appropriée par le Groupe ACP. Il est toutefois peu probable que l'analyse des exportations vers des marchés de pays industrialisés non UE révèle des produits non identifiés dans l'analyse des échanges avec l'UE. Il en est ainsi, parce que tous les produits bénéficiant de 'préférence' les plus importants sont exportés vers l'UE ainsi que, dans certains cas, vers d'autres marchés.

Il y a soixante dix huit produits dans des positions à huit chiffres entrant dans les positions à quatre chiffres du

(suite à la page 4)



*Produits tropicaux et érosion des préférences..  
(suite de la page 3)*

SH, qui sont communs aux deux listes, pour lesquels les importations vers l'UE en provenance du Groupe ACP excèdent 100.000 euros et pour lesquels un tarif NPF de 10% ou plus est appliqué.<sup>4</sup> Ceux-ci sont concentrés dans 13 des 25 des positions à quatre chiffres du SH qui se chevauchent. En conséquence, si les ACP convenaient de réduire leur liste uniquement aux positions à quatre chiffres dans lesquelles ils ont des exportations sur des produits soumis à des tarifs NPF significatifs, le chevauchement serait réduit de 29 à 15%. Les groupes de produits additionnels qui, ainsi ne poseraient plus de problèmes comprennent, entre autres, un certain nombre de fruits et de noix (et de produits de ceux-ci), la vanille et les extraits ou concentrés de café, le thé ou le maté.

Ce chevauchement pourrait-il être réduit davantage sans que l'une ou l'autre partie ait à faire des concessions importantes ? Sur les 78 produits à huit chiffres communs aux deux listes, pas moins de 64 sont couverts par le Système généralisé des préférences (SGP) de l'UE. Aucun de ceux-ci ne bénéficie d'un accès tarifaire de zéro pour cent au titre du SGP type de l'UE et en conséquence, une baisse des niveaux tarifaires NPF aurait un effet mesurable sur l'accès aux marchés pour les États non ACP qui ne bénéficient que du SGP type (en plus tout pays qui ne peut prétendre au SGP). Toutefois, tout État pouvant prétendre au SGP+ (qui comprend actuellement tous les signataires latino-américains de la communication d'avril 2006) bénéficiera d'un accès en franchise de droits, tant qu'il conserve ce statut.

La simple suppression de ces produits soit de la liste latino-américaine (au motif que les signataires bénéficient déjà d'un accès en franchise de droits), soit de la liste ACP (au motif que le SGP+ a déjà érodé les préférences) réduirait le nombre de positions à quatre chiffres qui se recoupent à 6 ou 7% de celles de la liste latino-américaine initiale. Ces produits additionnels qui ainsi, ne feraient plus l'objet de contestation comprennent,

entre autres, les fleurs coupées, l'huile de palme et le tabac.

L'analyse devrait être élargie à d'autres marchés de pays développés pour voir si les pays latino-américains bénéficient du même accès en franchise de droits aux États-Unis, au Canada ou au Japon. Si non, ces pays souhaiteraient toujours conserver ces produits sur leur liste de produits tropicaux. De plus, si d'autres pays en développement d'Asie et d'Amérique latine (tels que la Malaisie ou l'Indonésie, qui exportent de l'huile de palme, ou le Brésil et l'Argentine) ne bénéficient pas du SGP+ sur le marché de l'UE, il pourrait y avoir un risque d'érosion des préférences pour les pays ACP.

### **Les produits qui posent problème**

Les quatre positions à quatre chiffres du SH restantes contiennent les produits à huit chiffres problématiques, présentés dans le tableau ci-contre, qui montre : le produit (code et description), la valeur des exportations ACP vers l'UE en 2005 et le tarif NPF. Ce sont 'les suspects habituels'. Pour que chacune des parties consente à un compromis sur ces produits, il faudrait des concessions significatives.

Nous avons élargi cette analyse aux droits tarifaires et aux principaux obstacles non tarifaires *enregistrés* qui s'appliquent à ces produits en Australie, au Canada et aux États-Unis, pour déterminer si ces marchés étaient également protectionnistes pour les produits visés (et dans ce cas, un accord de Doha sur des produits tropicaux aurait encore plus d'importance pour le groupe latino-américain) et s'ils offraient des préférences à certains États ACP ou à tous (si oui, le risque d'érosion des préférences serait encore plus grand, mais si non, certaines des pertes sur le marché européen pourraient être contrebalancées par une hausse des exportations vers d'autres marchés de pays développés, à la suite de la libéralisation).

Il y a des circonstances spéciales en ce qui concerne la plupart de ces produits :

- Quatre des produits sont des rhums et leur traitement effectif aux États-

Unis et dans l'UE sera déterminé essentiellement par la mise en œuvre de l'accord 'zéro-pour-zéro' de 1997. Ceci a laissé un tarif résiduel sur les rhums non-ACP et non-DOM<sup>5</sup> en dessous d'un certain point de prix, jusqu'à ceci soit, à terme, érodé par l'inflation. Ces préférences font l'objet d'un dialogue permanent entre l'UE et l'industrie du rhum ACP, sur la possibilité d'une érosion des préférences dans les négociations commerciales bilatérales, régionales et multilatérales.

- Trois des autres produits sont soumis à des tarifs NPF et/ou zéro SGP très faibles dans les trois marchés non-UE ; il en résulte que le problème entre le groupe latino-américain et les ACP survient essentiellement concernant le seul marché européen (plus tout pays développé non couvert dans cette analyse, par exemple le Japon).

- Pour deux produits (le maïs doux et le manioc), les ACP bénéficient en ce moment du tarif NPF de l'UE. Il y a donc actuellement, pour ces pays, très peu de préférences à éroder. Toutefois, si, comme l'on s'y attend, les Accords de partenariat économique négociés en ce moment avec l'UE offrent un plein accès en franchise de droits aux exportations ACP, à compter de 2008, il y aurait une préférence plus substantielle.

Le sucre et la banane ressortent clairement comme des produits sur lesquels il y a une divergence fondamentale entre les groupes latino-américain et ACP. Dans le cas de la banane, la question ne couvre que l'UE ; en conséquence, la mise en œuvre 'satisfaisante', par l'UE, de la décision de l'Organe d'appel de l'OMC permettrait essentiellement soit d'arriver à un compromis, soit de faire prévaloir les intérêts d'un groupe. Le terme 'satisfaisant' est mis entre crochets pour souligner les divergences de points de vue entre les deux groupes de pays en développement.

Dans le cas du sucre, une libéralisation NPF forte supprimerait les préférences dont bénéficient certains États ACP dans les marchés des États-Unis, ainsi que de l'UE et permettrait peu de demande de

## Exportations ACP hautement prioritaires non ciblés par le SGP type de l'UE

CN2005	Description	Valeur des importations 2005 (euros)	Tarif NPF appliqué par l'UE 2005
07099060	Maïs doux frais ou réfrigéré	4.067.992	9,4 EURO/100 kg/net (a)
07141091	Manioc frais et entier ou pelé et congelé, débité en morceaux ou non, pour la consommation humaine, en paquets <= 28 kg	1.848.172	9,5 EUR/100 kg/net
07141099	Manioc frais ou séché, entier ou débité en morceaux, ou aggloméré sous forme de pellets (à l'excl. de 0714.10.10 et 0714.10.91)	128.261	9,5 EUR/100 kg/net (b)
07149011	Arrow-root, salep et racines et tubercules similaires frais et entier, ou pelé et congelé (excl. du manioc, du artichaut de Jérusalem et des patates douces) à haute teneur en féculé, débité en morceaux ou non, pour la consommation humaine, en paquets de <= 28 kg.	9.147.178	9,5 EUR/100 kg/net
07149019	Racines et tubercules d'arrow-root, salep et racines et tubercules similaires à haute teneur en féculé, frais, réfrigérés, congelés ou séchés, débités en morceaux ou non, ou agglomérés sous forme de pellets (sauf utilisés pour la consommation humaine, immédiatement dans des paquets d'un contenu net de <= 28 kg, racines et tubercules de manioc, patates douces et artichauts de Jérusalem soit frais et entiers ou épluchés et congelés).	113.671	9,5 EUR/100 kg/net
08030019	Bananes, frais (sauf plantains)	502.750.982	126 EUR/100 kg/net
17011110	Sucre de cane brut, pour le raffinage (excl. arôme et colorants ajoutés)	775.379.475	33,9 EUR/100 kg/net
17011190	Sucre de cane brut. (excl. pour le raffinage et arôme et colorants ajoutés).	60.992.704	41,9 EUR/100 kg/net
17019910	Sucre blanc, contenant à l'état sec >= 99,5% de sucrose (excl. aromatisé ou avec colorant).	21.049.656	41,9 EUR/100 kg/net
17031000	Molasses de cane provenant de l'extraction ou du raffinage du sucre.	32.500.285	0,35 EUR/100 kg/net
22084011	Rhum ayant une teneur en substances volatiles (autres que l'alcool éthylique et l'alcool méthylique) de >= 225 g/hl d'alcool pur « avec une tolérance de 10% », dans des récipients d'une contenance de <= 2 l.	3.837.166	0,6 EUR/%vol/hl/alcool + 3,2 EUR/hl
22084039	Rhum et tafia, d'une valeur de <= 7,9 c/l d'alcool pur, dans des récipients contenant <= 2l (excl. le rhum ayant une teneur en substances volatiles (autres que l'alcool éthylique et l'alcool méthylique) de >= 225 g/hl d'alcool pur «avec une tolérance de 10%»	13.587.578	0,6 EUR/%vol/hl/alcool + 3,2 EUR/hl
22084051	Rhum ayant une teneur en substances volatiles (autres que l'alcool éthylique et l'alcool méthylique) de >= 225 g/hl d'alcool pur « avec une tolérance de 10% », dans des récipients d'une contenance de > 2 l.	3.815.473	0,6 EUR/%vol/hl/alcool
22084099	Rhum et tafia, d'une valeur de >= 2c/l d'alcool pur, dans des récipients d'une contenance de <= 2l (excl. le rhum ayant une teneur en substances volatiles (autres que l'alcool éthylique et l'alcool méthylique) de >= 225 g/hl d'alcool pur, « avec une tolérance de 10% ».	21.287.142	0,6 EUR/%vol/hl/alcool

## Notes :

(a) Le tarif préférentiel ACP pour ce produit est de 9,2 EUR/100kg/net

(b) Le tarif préférentiel ACP pour ce produit est de 8,8 EUR/100kg/net

Sources : Base de données d'Eurostat COMEXT ; base de données TRAINS de la CNUCED

*Produits tropicaux et érosion des préférences..  
(suite de la page 5)*

compensation en Australie ou au Canada, où les droits NPF ou SGP sont déjà faibles. Il est difficile de croire qu'un compromis sur le sucre soit possible entre les deux groupes dans les discussions sur les produits tropicaux du Cycle de Doha.

Si l'objectif primordial de cet article est de fournir des données et une analyse pouvant faciliter toute négociation qui aurait effectivement lieu, au lieu de s'engager dans le domaine des options de négociation, le texte du projet de modalités (JOB(06)/199) fournit beaucoup d'espace pour permettre la prise en compte de ces produits, si les parties étaient disposées à le faire.

Ainsi, les Membres ont la possibilité de convenir d'une libéralisation échelonnée des produits tropicaux/de diversification, c'est-à-dire d'éliminer les droits sur un certain pourcentage de ces produits, de réduire les droits tarifaires à un taux supérieur à la formule sur d'autres, et d'appliquer des abaissments fondés sur la formule au reste des produits (para. 33©). Le para. 36 prendrait en compte les incidences négatives, à travers la fourniture, par les Membres qui accordent des préférences « d'une assistance technique ciblée, notamment d'une assistance financière et en matière de constitution de capacités ciblée, pour aider à prendre en compte les contraintes de l'offre et pour promouvoir la diversification de la production existante sur les territoires des Membres bénéficiaires de préférences. » De plus, les pays latino-américains pourraient penser à recourir aux dispositions relatives à la « diversification des produits » figurant dans le para. 34, ce qui impliquerait que les Membres importateurs accordent un accès préférentiel à un certain pourcentage de ces lignes tarifaires, tant que le programme de diversification effectif est en place.

*Christopher Stevens est chargé de recherche et directeur de programme, Développement économique international, à l'Overseas*

*Development Institute, Londres. Jane Kennan est analyste de données et de politiques à l'Institute of Development Studies, University of Sussex. Les auteurs ont basé cet article sur leur étude récente commanditée par l'ICTSD, intitulée 'Tropical Products under Doha : Balancing liberalisation and the avoidance of preference erosion.'*

- 1 Accord Cadre de juillet 2004, annexe A para. 43.
- 2 JOB(06)/129, de la Bolivie, la Colombie, le Costa Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Nicaragua, le Panama et le Pérou.
- 3 JOB(06)/ 204 du 21 juin 2006.
- 4 Ou *n'importe quel* droit composé ou spécifique – dont les équivalents *ad valorem* n'ont pas été calculés.
- 5 Département d'Outremer (DOM).

### Présentation d'une nouvelle proposition relative aux produits tropicaux

Le 8 juin, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala et le Panama ont publié une nouvelle proposition relative au traitement tarifaire des produits tropicaux et alternatifs (TN/AG/GEN/19).

Au lieu d'une élimination totale des droits de douane, les auteurs ont déclaré qu'un accord potentiel sur les produits tropicaux devait entraîner des réductions tarifaires 'beaucoup plus ambitieuses' que celles requises par la formule générale. Le document n'a pas pris en compte l'identification des produits.

Par exemple, les droits de douane sur les produits tropicaux et sur les produits cultivés comme alternatives aux narcotiques illicites devraient être réduits des mêmes montants que ceux dans les étages de réduction les plus élevés, indépendamment des tarifs consolidés effectifs des produits. Du fait que les réductions proposées par les Membres dans l'étage le plus élevé, vont de 42 à 90%, le degré de libéralisation des produits tropicaux dépendrait fortement de la formule choisie. Dans le cadre de l'approche du G-20, perçue par un grand nombre comme une 'zone d'atterrissage' possible, la formule proposée par les quatre pays aboutirait à une réduction tarifaire de 75% pour les produits tropicaux et de diversification.

De plus, les droits tarifaires sur les produits tropicaux/alternatifs soumis à la progressivité des droits devraient être abaissés d'un taux additionnel de 10%, et les pays développés ne devraient pas être en mesure de les désigner comme 'sensibles' et donc de les protéger contre le plein effet de la réduction tarifaire. Enfin, les pays développés devraient mettre en œuvre leurs engagements de libéralisation pour les produits tropicaux/alternatifs deux fois plus vite que pour d'autres produits agricoles.

Le projet de texte transmis aux ministres comprenait cette proposition, ainsi que d'autres options – dont aucune n'entraînerait nécessairement une élimination totale des droits de douane – pour le traitement des produits tropicaux et de diversification. Pour l'identification de ces produits, le projet de texte a proposé de recourir soit à la large liste présentée par le groupe latino-américain, soit une liste plus restreinte négociée – mais non convenue – durant le Cycle de Doha. Il a également conservé deux options qui s'excluent mutuellement sur la relation entre les produits tropicaux et les produits 'sensibles'. La première interdirait aux pays développés de désigner des produits tropicaux comme 'sensibles', alors que la seconde énoncerait de manière explicite que de tels produits pourraient être déclarés soit 'spéciaux', soit 'sensibles' et « être traités comme tels ».

Les ministres n'ont pas abordé les produits spéciaux lors de leur réunion de fin juin, à Genève.

## L'Organe de règlement des différends après Doha : « Un risque de déséquilibre »

Brendan McGivern

La suspension du Cycle de Doha a concentré un regain d'attention sur le rôle que le système de règlement des différends de l'OMC peut jouer pour apporter des résultats que les négociations n'ont pas produits.

Le ministre du commerce australien, Mark Vaile, a déclaré que « là où les pays Membres veulent chercher à réaliser leurs intérêts nationaux, s'ils ne peuvent trouver d'opportunités à la fin d'une négociation, ils ont pleinement le droit de rechercher ces opportunités à travers le processus de règlement des différends. »<sup>1</sup> John Murphy, de la US Chamber of Commerce a prévu « une explosion de différends portés devant les groupes spéciaux de l'OMC », les pays cherchant à « obtenir à travers les litiges ce qu'ils n'ont pu réaliser par la négociation. »<sup>2</sup> Le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a pour sa part, mis en garde contre un 'risque de déséquilibre' entre les litiges et la négociation.<sup>3</sup>

Le processus de négociation au sein de l'OMC ayant à présent été interrompu sine die, y aura-t-il un accroissement substantiel des litiges portés devant le règlement des différends ?

Durant la période du GATT, il y avait un lien clair entre l'échec des négociations et une recrudescence des différends. Ainsi, le nombre de différends au titre du GATT s'était accru à la suite de l'échec de la Réunion ministérielle du GATT de 1990, à Bruxelles. Après la suspension du Cycle de Doha, cet été, un certain nombre d'observateurs ont mis en exergue de tels précédents pour prévoir une augmentation similaire des litiges portés devant le règlement des différends de l'OMC.

Il est toutefois erroné de supposer que l'OMC se contentera de reproduire le schéma établi dans le cadre du GATT. Durant le Cycle d'Uruguay, un nombre important de pays considérait les négociations et le règlement des différends comme des options alternatives, en partie parce que les négociations avaient, en ce moment-là, de meilleures chances de succès. La dynamique de négociation était beaucoup plus simple et il suffisait souvent d'un consensus entre un groupe

restreint d'acteurs majeurs pour arriver à un accord, collectivement, entre les Parties au GATT. L'Accord de 'Blair House' sur l'agriculture, de 1992, entre les États-Unis et l'UE, en est probablement l'exemple le plus connu (et peut-être le plus notoire). Il était donc réaliste que les grands Membres du GATT, en particulier, cherchent à réaliser leurs objectifs commerciaux à travers les négociations et considèrent le règlement des différends comme une option de rechange en cas d'échec des négociations.

Par contre, le Cycle de Doha a été caractérisé par un blocage du système dès le départ. Le nombre de participants actifs est beaucoup plus élevé et les grands acteurs reconnaissent depuis longtemps qu'ils ne sont plus en mesure, dans l'ensemble, d'imposer leur volonté à l'OMC. Ceci a certes mené à une organisation plus démocratique et plus représentative, mais a également abouti au fait que le consensus est beaucoup plus difficile à instaurer. En dépit de l'espoir nourri, au départ, par certains Membres, de voir le Cycle de Doha aboutir à des résultats ambitieux, un des rares domaines d'accord a été la nécessité pour les Membres de devoir continuellement 'abaisser les attentes.'

Dans un tel climat, il est très peu probable que les Membres de l'OMC aient perçu les négociations et le règlement des différends comme de vraies alternatives. Au lieu de considérer le règlement des différends comme un soutien pour les négociations – à utiliser en cas d'échec des discussions – de nombreux Membres de l'OMC en sont venus à voir le règlement des différends comme la seule partie viable et opérationnelle de l'OMC, même lorsque le Cycle de Doha était encore en cours. Il aurait fallu beaucoup d'optimisme à un Membre de l'OMC pour considérer les négociations comme sa 'première meilleure option' – et le Cycle de Doha, à ce jour, n'a jamais suscité un tel optimisme.

C'est pour cette raison qu'une 'explosion' des différends, à la suite directe de l'échec des négociations, sera peu probable. Le nombre de différends pouvait certes augmenter, mais peu de Membres de l'OMC, sinon aucun, avaient besoin d'une suspension formelle du Cycle de Doha pour se rendre compte de ce qu'ils savaient déjà – que les négociations avaient, dans tous les cas, peu de chances de produire des résultats significatifs. Pour prendre un exemple, le Brésil n'a pas attendu les résultats des négociations du Cycle de Doha sur le coton pour contester les subventions américaines dans le différend *États-Unis – Coton Upland* (DS267).

Dans les circonstances actuelles, certains gouvernements peuvent être incités à rechercher un règlement des différends, en partie du moins pour montrer ce qu'il en coûte de permettre l'effondrement du Cycle de Doha et pour aider à rehausser les pressions politiques en vue de la reprise du processus.

Dans le même temps, l'avertissement lancé par Lamy concernant le 'risque de déséquilibre' entre les litiges et les négociations arrive à temps. Les rédacteurs des accords du Cycle d'Uruguay étaient conscients d'un tel risque et ont essayé de l'éviter. Ayant convenu d'améliorations importantes à apporter au système de règlement des différends de l'OMC, ils ont ajouté des dispositions qui, espéraient-ils, renforceraient également les fonctions législatives de l'OMC.

Le système de règlement des différends a été amélioré de manière spectaculaire durant le Cycle d'Uruguay par l'ajout de l'établissement automatique de groupes spéciaux, l'adoption automatique des rapports des groupes spéciaux, des réexamen par l'Organe d'appel et la suspension des concessions. Ceci a abouti au mécanisme de règlement des différends manifestement le plus

(suite à la page 8)



*L'Organe de règlement des différends ...  
(suite de la page 7)*

efficace du système des traités internationaux, en prenant même en compte les problèmes de mise en œuvre survenus dans certains cas.

Dans le même temps, les négociateurs du Cycle d'Uruguay ont ajouté des dispositions qui, espéraient-ils, renforceraient la capacité réglementaire de la nouvelle organisation, par exemple la prise de décision par vote et le recours

à des interprétations faisant autorité. Ces procédures sont toutefois restées lettres mortes. Dans la pratique, le principe de prise de décision par consensus continue d'être strictement appliqué et aucune interprétation faisant autorité n'a jamais été adoptée. La conclusion attendue du Cycle de Doha à travers la prise de décision par consensus et 'l'engagement unique' se traduit par le fait que les négociations ne peuvent aller au-delà de ce qui est acceptable pour le Membre le plus récalcitrant.

Il en résulte que, loin d'être un 'risque', le déséquilibre entre les fonctions judiciaires et législatives de l'OMC est une réalité incontournable, pratiquement depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC. La suspension du Cycle de Doha ne fera qu'exacerber, mais non provoquer, cette tendance.

Un tel déséquilibre n'est pas propice à un système commercial multilatéral sain

*(suite à la page 18)*

### **Le Brésil réactive le différend sur le coton, le C-4 en fait de même**

Le 21 août dernier, le Brésil a présenté une demande d'établissement de groupe spécial pour la surveillance du respect des obligations, afin de déterminer si oui ou non les États-Unis avaient pleinement respecté les décisions du groupe spécial et de l'Organe d'appel condamnant plusieurs formes de soutien interne au secteur du coton américain. Les États-Unis ont, le 1<sup>er</sup> août 2006, abrogé le programme de subventions Step 2 incompatible avec l'OMC, mais le Brésil soutient qu'ils n'ont pas fait assez pour supprimer l'élément subvention de leurs programmes de garantie des crédits à l'exportation et qu'ils n'ont pris aucune mesure pour réformer leurs paiements contracycliques et ceux au titre du programme de prêts à la commercialisation. L'agence de presse AFP a cité des chiffres gouvernementaux américains montrant que les subventions au coton versées aux États-Unis – à l'exclusion des garanties d'assurance fédérales au profit des agriculteurs – s'élevaient à 3,1 milliards de dollars pour la campagne agricole 2005, en baisse par rapport aux 3,7 milliards de dollars de 2004.

Les deux parties ont convenu, l'an passé, de suspendre les litiges sur les subventions toujours en place, en espérant qu'une solution négociée résulterait des négociations sur l'agriculture du Cycle de Doha. En plus de la réduction des subventions internes, on s'attend à ce que les négociations entraînent une expansion de la catégorie bleue, qui aurait couvert les paiements contracycliques en cas de chute des prix mondiaux au-dessous d'un certain niveau.

Le Brésil est également susceptible de demander la réactivation de l'arbitrage de l'OMC sur le niveau de dommages causés à son économie par le reste des subventions dénoncées. Dans sa demande d'arbitrage d'octobre 2005, le Brésil a sollicité le droit d'imposer des sanctions commerciales d'un montant annuel de 1 milliard de dollars US. Antérieurement au différend, le Brésil avait déclaré que ses mesures de rétorsion pourraient cibler des secteurs autres que les marchandises, notamment la suspension de concessions dans plusieurs domaines des droits de propriété intellectuelle – tels que les droits d'auteur, les dessins industriels, les brevets et la protection des données non divulguées – ainsi que le retrait de concessions dans certains secteurs des services.

Le groupe spécial de surveillance du respect des obligations doit donner son verdict dans un délai de 90 jours après sa constitution. L'une et l'autre partie peuvent faire appel de la décision. Lors de la réunion de l'Organe de Règlement des Différends du 1<sup>er</sup> septembre dernier, les États-Unis ont bloqué cette première demande du Brésil. Mais conformément à l'article 6.1 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, un Groupe spécial sera établi au plus tard à la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends.

Dans le même contexte, le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad et le Mali – tous des pays moins avancés (PMA) – ont annoncé qu'ils pourraient porter plainte eux-mêmes contre les subventions au coton américaines. Après des années de discussions peu concluantes à l'OMC, les quatre pays ont obtenu de la Conférence ministérielle de HongKong l'engagement selon lequel les subventions internes au coton ayant des effets de distorsion des échanges seraient réduites de manière plus rapide et plus ambitieuse que pour d'autres produits agricoles. Les subventions à l'exportation devaient être éliminées d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et les pays développés devaient accorder un accès en franchise de droits et sans contingents aux exportations de coton en provenance des PMA.

En mars 2006, les Quatre du coton (4-C) ont proposé une formule devant garantir une réduction importante des subventions au coton, même si le soutien interne général s'avérait faible. Les États-Unis ont toutefois insisté avec force sur le fait que le sort du coton était lié au niveau d'ambition du résultat global dans l'agriculture, notamment aux subventions à l'exportation, au soutien interne et aux réductions tarifaires. Une solution négociée étant à présent hors de portée, les 4-C envisagent le recours aux litiges pour réaliser l'élimination des subventions qui, selon eux, sont la principale cause d'un effondrement des prix qui a entraîné une chute des recettes d'exportation. Vingt millions de personnes en Afrique, selon les estimations, tirent leurs moyens d'existence du coton qui, pour un certain nombre de PMA, est la principale source d'emploi et de recettes d'exportation.



## Paradoxes et contradictions du commerce mondial

*Rubens Ricupero*

Tout au long des dernières décennies, j'ai été impressionné par le creusement constant de l'écart entre le monde des échanges réels et celui plus restreint des négociations commerciales. Un examen plus attentif de certaines de ces contradictions peut nous aider à comprendre les raisons qui sous-tendent les problèmes rencontrés actuellement.

### Paradoxe I

Le commerce mondial est en plein essor, mais les négociations sont dans l'impasse.

Ceci s'est manifesté, pour la première fois, de manière spectaculaire, lors de la violente et chaotique Conférence ministérielle tenue fin 1999, à Seattle, à l'orée d'une année au cours de laquelle le commerce international a enregistré une croissance de plus de 13% en volume, un des meilleurs résultats de l'histoire.

La croissance quasi constante du commerce mondiale depuis lors a coïncidé avec une hausse des prix des produits de base, grâce à une 'envolée des prix des matières premières' qui a considérablement amélioré les termes de l'échange pour de nombreux pays. Ceci a été impulsé en grande partie par une croissance économique vigoureuse en Chine et dans d'autres pays asiatiques, alors que le gigantisme de l'économie américaine reste le moteur de l'accroissement de la demande d'importations à l'échelle globale.

On nous avait toujours appris que la croissance économique, l'expansion du commerce et le redressement des prix, étaient les trois variables clés qui instaurent un climat propice aux négociations commerciales. Comment se fait-il, alors, que nous nous trouvons à présent face à un blocage dans les deux initiatives les plus ambitieuses depuis plus d'une décennie : la Zone de libre-échange des Amériques et le Cycle de Doha ?

La réponse est, en partie, que la croissance économique – et la hausse concomitante de la demande d'importations – ne suffisent pas à garantir la réussite, si les obstacles à un accord ont un caractère politique plutôt qu'économique. C'est ce qui est manifeste, aujourd'hui, dans l'influence exercée par le secteur agricole, qui n'est pas un poids lourd économique,

dans la plupart des pays, mais qui a une influence politique considérable.

### Paradoxe II

L'OMC fonctionne mieux en tant que tribunal qu'en tant que forum de négociation.

Cette perception, bien qu'exacte, n'était pas voulue par ceux qui ont fait pression, avec succès, pour passer du GATT à l'OMC, dans les derniers stades du Cycle d'Uruguay. De fait, les auteurs européens et canadiens de la proposition souhaitaient renforcer le système commercial multilatéral en créant une organisation qui servirait de forum de négociation permanent et rendrait donc inutile le lancement de cycles de négociations tous les cinq ou dix ans.

Au commencement, ceci a semblé marcher. Peu après l'entrée en vigueur de l'OMC, en 1995, les Membres ont adopté l'Accord sur la technologie de l'information, engageant un nombre significatif de pays à libéraliser le commerce des produits électroniques, ainsi que d'autres accords ayant trait aux services de télécommunications de base et aux services financiers. Au vu de ces accords, la Représentante américaine au commerce extérieur, Charlene Barshesky déclarait, en 1997, que les États-Unis avaient réalisé tous leurs objectifs et ne voyaient donc pas la nécessité de lancer un nouveau cycle de négociations.

L'UE a toutefois appelé à un 'round du Millénaire' de grande ampleur qui – aidé en partie par la réaction à l'échelle mondiale contre les attaques terroristes du 11 septembre – a été lancé en 2001, à Doha. L'initiative a été rebaptisée 'round du développement' dans un effort visant à remporter l'adhésion des pays pauvres et à susciter au sein du public l'idée selon laquelle une initiative dont les pays en développement ne se méfiaient pas leur serait, de fait, bénéfique.

Les pays les moins avancés (PMA), en particulier, étaient peu disposés à courir le risque de devoir faire face à de nouvelles demandes de libéralisation, à un moment où ils faisaient encore de gros efforts pour mettre en œuvre les engagements qu'ils avaient contractés au titre du Cycle d'Uruguay. Ils estimaient également avoir peu, ou n'avoir rien, à gagner, en raison des contraintes de l'offre dans leurs économies. De plus, les pays en développement considéraient qu'un nouveau cycle n'était pas nécessaire pour arriver à des progrès dans des domaines où ils avaient effectivement une capacité d'offre, tels que l'agriculture et les services fournis par des travailleurs temporaires. Après tout, les accords de l'OMC pertinents contenaient déjà un engagement visant à faire démarrer des négociations en 2000 pour renforcer les modestes résultats obtenus durant le Cycle d'Uruguay.

Les pays en développement estimaient donc, dès le départ, que la demande de lancement d'un nouveau cycle par l'UE visait de fait à compliquer les négociations sur l'agenda intégré dans l'agriculture, soit pour gagner du temps, soit, dans le pire des cas, pour faire payer aux pays en développement, une seconde fois, des concessions déjà payées durant le Cycle d'Uruguay.

Après dix années d'existence de l'OMC, nous ne pouvons éviter de conclure que, contrairement à l'intention des promoteurs, l'organe du commerce mondial fonctionne bien mieux comme Tribunal que comme forum de négociation permanent. En effet, son système de règlement des différends s'est avéré en mesure de prendre des décisions déterminantes qui sont beaucoup plus pertinentes que les négociations.

*(suite à la page 10)*

*Paradoxes et contradictions du commerce ...  
(suite de la page 9)*

L'incapacité de l'OMC à devenir un forum de négociation efficace résulte essentiellement des problèmes rencontrés par presque tous les pays industrialisés en ce qui concerne la libéralisation des échanges dans l'agriculture. L'impasse persistante dans laquelle se trouvent les négociations, qui affecte non seulement l'agriculture, mais aussi l'antidumping et d'autres domaines, incite les pays à chercher à recourir au règlement des différends pour tenter de forcer la main de ceux qui bloquent les négociations. Ceci n'est pas sans risques : on se préoccupe à juste titre du fait qu'en faisant régler par des groupes spéciaux quasi judiciaires, des questions qui devraient normalement être résolues à travers des négociations entre États souverains, on pourrait, à terme, provoquer une crise sérieuse pour l'organisation.

### **Paradoxe III**

Contrairement aux attentes initiales d'un grand nombre, l'OMC – que son chef, Renato Ruggiero, avait à l'époque, qualifiée d'«assemblée constituante» de la mondialisation – n'a pas accepté les 'nouvelles questions', nécessaires à l'intégration 'profonde' de l'économie mondiale, notamment les implications commerciales de l'investissement, de la concurrence, du travail et des normes environnementales.

Durant la période du Cycle d'Uruguay, les experts commerciaux de la plupart des pays développés insistaient sur le fait que les possibilités de libéralisation des échanges avaient, à toutes fins utiles, été épuisées, en ce qui concernait des mesures aux frontières telles que les restrictions tarifaires et quantitatives. Ils plaidaient donc en faveur d'une réorientation vers l'adoption de normes universelles, pour que les différences de règles et de modèles ne créent pas de distorsions qui avantageraient la position compétitive relative de certains pays dans la concurrence commerciale mondiale.

Adoptant cette logique, le Cycle d'Uruguay avait placé les services, les aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) et les mesures concernant les investissements et touchant au

commerce (MIC) sous l'autorité du système commercial mondial. Les traités ayant trait aux droits de propriété intellectuelle et à l'investissement continuent de susciter des préoccupations sérieuses, qui ont contribué à la réaction populaire contre la mondialisation et l'OMC. L'Accord sur les ADPIC, en particulier, s'est avéré catastrophique en termes de relations publiques, en raison de ses incidences sur l'accès à des médicaments d'un coût abordable pour lutter contre le sida et d'autres maladies qui affectent les pays pauvres, en particulier en Afrique.

La confrontation Nord-Sud s'est accrue au cours de la première décennie de l'OMC. Les pays développés n'ont pas été en mesure d'inspirer aux pays en développement la confiance nécessaire pour entreprendre des négociations sur plusieurs questions d'intégration profonde et les tentatives visant à inclure les normes du travail, l'investissement, la politique de la concurrence et la passation des marchés publics dans l'agenda de négociation ont finalement été abandonnées.

Ceci a paradoxalement abouti au fait qu'une institution conçue à l'origine pour traiter d'intégration profonde, a été contrainte de se limiter essentiellement à des 'questions en suspens', - unfinished business - du cycle de Tokyo à celui d'Uruguay : l'agriculture, les crêtes tarifaires et la progressivité des droits, les produits sensibles, l'usage abusif de mesures antidumping et la tâche souvent différée de renforcer les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement.

### **L'enjeu aujourd'hui**

Pourquoi ces questions en suspens sont-elles aussi épineuses ? Le problème est qu'elles constituent ce que l'on pourrait qualifier de 'noyau dur' du protectionnisme, défendu bec et ongle par des groupes de pression agricoles influents aux États-Unis et dans l'UE, ou par des lobbies qui cherchent à faire appliquer des mesures antidumping afin de protéger des industries. Le commerce des textiles et des vêtements est instructif à cet égard : depuis la fin des contingents en 2005, la compétitivité croissante de la Chine a été freinée par des accords 'volontaires' visant à

restreindre les exportations, en d'autres termes, à travers des instruments de 'régulation' des échanges.

La réussite tant vantée du GATT en matière de réduction ou d'élimination des obstacles au commerce, concernant en particulier les produits industriels, était due essentiellement à la décision prise dans les années 50, par les Américains et les Européens, d'isoler du processus les questions les plus épineuses, telles que l'agriculture et les textiles. Ceci a permis aux deux grandes super-puissances de se protéger contre les attaques asiatiques dans les textiles et les vêtements, tout en continuant à subventionner leurs secteurs agricoles. Dans de telles conditions, le système fonctionnait à merveille. L'enjeu est de savoir s'il marchera lorsqu'il ne sera plus possible de différer la résolution des problèmes accumulés au cours des dernières décennies.

### **Les dangers de la régionalisation asymétrique**

La lenteur et la portée limitée des négociations de l'OMC ont mené à une érosion du système multilatéral et à la prolifération d'accords bilatéraux et régionaux sur le commerce, l'investissement et d'autres questions. Toutefois, à quelques rares exceptions près, ces traités n'ont pas créé de zones de libre-échange 'véritables', car ils n'ont pas éliminé les droits de douane et autres obstacles au commerce sur 'l'essentiel des échanges commerciaux' entre parties, comme cela est requis en vertu de l'article XXXIV :8(b) du GATT. De plus, les accords régionaux créent fréquemment des obstacles additionnels tels que des règles d'origine diverses, qui créent des obstacles au commerce, au lieu de les réduire.

Plus grave encore, dans le but apparent de créer un 'jeu de construction' pour la libéralisation totale de tous les échanges, les accords régionaux sapent les principes fondamentaux du système commercial mondial : la non discrimination et le traitement de la nation la plus favorisée (NPF).

Les accords commerciaux régionaux peuvent se justifier s'ils sont conclus

*(suite à la page 18)*

## Qu'y a-t-il à présent pour l'Afrique ?

*Gerhard Erasmus*

De nombreuses explications seront fournies, dans les semaines et les mois à venir, sur le point de savoir ce qui s'est finalement passé à Genève et sur les causes de la 'suspension' des négociations du Cycle de Doha.

Les politiques internes de soutien à l'agriculture mises en œuvre par les États-Unis et par l'UE seront critiquées et il sera pris note de l'incapacité du G-8, lors de sa réunion de juillet, à susciter un nouvel élan, dans le contexte de la situation politique plus large. Certains se concentreront sur les signes selon lesquels les pressions internes sont plus fortes que jamais dans les pays développés. D'autres décèleront une baisse d'intérêt pour l'Afrique, tout en mettant en exergue les succès de plusieurs économies émergentes.

Les commentateurs débattront des incidences malheureuses pour les pays en développement, en général, et pour l'Afrique, en particulier.

Les dimensions politiques et diplomatiques seront également analysées et on fera des conjectures sur le point de savoir ce qu'il faudrait faire pour relancer les discussions ; en reconnaissant l'obstacle redoutable que constitue l'expiration, vers le milieu de l'année prochaine, de la procédure d'approbation accélérée – Fast Track Authority - accordée au président américain.

Certains poseront cette autre question qui se fait jour : Et s'il n'y avait pas d'accord de Doha formel ? Le monde d'aujourd'hui est différent de celui du cycle d'Uruguay, écriront-ils. Toutefois, on nous dira également que le système commercial multilatéral ne peut simplement pas se permettre un échec du Cycle de Doha. Ceci, entre autres, sera une rebuffade inacceptable pour les pays en développement et pour les efforts visant à alléger la pauvreté.

Que pourraient faire les gouvernements africains et les organisations régionales alors que les efforts se poursuivent pour remettre les négociations de Doha sur les rails ? Qu'est-ce qui devrait orienter leurs délibérations ?

- Il ne peuvent pas renoncer au système de l'OMC et doivent

continuer à participer aux efforts visant à relancer les négociations. Les économies africaines ont besoin d'une intégration plus complète dans l'économie globale et le système commercial multilatéral est la structure formelle à travers laquelle ceci doit se faire.

- Ils ne devraient pas abandonner les efforts visant à réformer l'OMC. Il faudra, pour ce faire, des politiques coordonnées et des propositions solides, allant au-delà de l'accent mis traditionnellement sur le traitement spécial et différencié. Certaines idées originales sont nécessaires. Le Cycle de Doha renvoie à beaucoup plus que simplement l'accès aux marchés pour les exportations agricoles.
- Les gouvernements africains peuvent faire beaucoup pour améliorer les conditions internes, la transparence et la primauté du droit, en général. Ceci est leur première responsabilité, s'ils sont sérieux en ce qui concerne l'allègement de la pauvreté et l'amélioration de la gouvernance. Ce dernier point est vital pour attirer les investissements.
- La dimension régionale et le commerce intra-africain sont de plus en plus importants. L'Afrique doit fournir de sérieux efforts pour promouvoir une intégration régionale plus profonde et pour profiter des avantages qui y sont associés. Nous nous accrochons trop souvent à des idées dépassées et surfaites sur la 'souveraineté'. Il faudrait relever ce défi avec des plans clairs, fondés sur des attentes réalistes et des analyses solides. Il y a également des exemples de précipitation, de chevauchement des affiliations et de projets irréalistes. L'intégration régionale devrait avoir un sens en termes de Membres, d'agendas, de règles et d'institutions.

- Les accords de libre-échange avec des pays développés spécifiques et des économies émergentes telles que la Chine, l'Inde, le Brésil et d'autres, occuperont de nouveau une place prééminente. Ils doivent être planifiés avec soin ; il n'y a pas de formule « passe-partout » et le pouvoir de négociation est moindre lorsque la négociation est bilatérale. De telles négociations devraient, là où cela est possible, être menées par des groupes régionaux et faire partie d'une stratégie d'intégration régionale plus vaste.
- Les négociations sur les APE avec l'UE sont, à présent, entrées dans une phase sérieuse. Elles ont un contexte logique et historique qui leur est propre et devraient être une priorité pour les groupes régionaux impliqués.
- Le régime de l'OMC restera fondé sur des règles. Les États africains auront toujours à mettre en œuvre de nombreuses réformes internes pour remplir leurs obligations en tant que Membres de l'OMC. Ces efforts sont entravés par des contraintes de capacités techniques, mais des solutions autonomes et régionales, sont tout à fait possibles.
- La réforme des règles multilatérales en place dans des domaines sensibles tels que la propriété intellectuelle, doit être poursuivie et menée à bien. Rien n'empêche l'Afrique de chercher à réaliser ces objectifs et de relancer des discussions *ad hoc*. Il faudra, pour ce faire, des initiatives diplomatiques.

*Gerhard Erasmus est chargé de recherche principal au Trade Law Centre for Southern Africa (tralac) à Stellenbosch, en Afrique du sud.*

## L'Afrique dans la libéralisation des échanges : promesses et défis des négociations multilatérales

*Cheikh Tidiane DIEYE<sup>1</sup>*

### Introduction

Avant l'obtention du « consensus ambigu<sup>2</sup> » de Doha qui est à la base du lancement du cycle de négociations multilatérales en cours à l'OMC, « La bataille de Seattle<sup>3</sup> » avait déjà révélé au monde l'insatisfaction grandissante des pays en développement quant à l'OMC dont le fonctionnement ne semblait pas répondre à leurs aspirations profondes de progrès économique et de développement. Soutenus par de puissants regroupements d'acteurs non gouvernementaux, ils avaient alors mis en pratique leur pouvoir de blocage des négociations en refusant de se soumettre à un éventuel consensus. Par cet acte inédit, les pays en développement, ceux d'Afrique en particulier, avaient réussi à attirer l'attention de la communauté internationale et des représentants des institutions multilatérales sur les graves inégalités qu'une mondialisation inéquitable a engendrées, avec comme corollaire la réduction de milliards d'êtres humains au dénuement le plus total et la destruction quasi irréversible de l'environnement.

Après l'échec de Seattle, la quatrième conférence ministérielle de l'OMC fut tenue à Doha, au Qatar, en novembre 2001 avec une volonté commune des membres de corriger les dysfonctionnements du système commercial multilatéral. Les pays développés y firent les promesses entre autres, de réduire ou d'éliminer les subventions qui entraînent des distorsions sur les marchés internationaux ; de lever les obstacles à l'accès des produits des pays en développement à leurs marchés, de reconnaître et de rendre effectif un traitement spécial et différencié, de faciliter l'accès des pays pauvres aux médicaments essentiels et de créer les conditions d'une participation accrue de ces pays aux négociations commerciales par l'assistance technique et le renforcement des capacités.

Et Doha suscita beaucoup d'espoirs. Mais l'espoir fut de courte durée car la réalité implacable de la « guerre commerciale » a vite repris le dessus. Au-delà des intentions et des vœux, les pays développés membres de l'OMC n'ont jamais été en mesure de traduire leurs promesses en actes concrets. L'échec de la conférence ministérielle de Cancun en 2003 et l'« accord minimaliste »<sup>4</sup> de Hong Kong en décembre 2005 sont là pour en témoigner.

Au contraire, la volonté farouche des pays développés de défendre les intérêts de quelques uns de leurs citoyens privilégiés et de leurs multinationales a tout de suite pris le dessus sur les considérations éthiques et les préoccupations de survie des populations africaines : l'accès aux médicaments essentiels reste encore bloqués pour des millions de malades africains à cause des intérêts mercantilistes ; des millions d'agriculteurs s'enfoncent chaque jour dans la pauvreté à cause des subventions illégales<sup>5</sup> du Nord et les pressions pour une libéralisation accrue des services sociaux de base comme l'eau, l'éducation, l'énergie, la santé sont sur le point de déstructurer ce qui restait des économies africaines

### **I. Une libéralisation croissante qui n'engendre pas un développement humain**

D'abondants travaux ont tenté d'établir une corrélation entre le degré d'ouverture au commerce et l'augmentation de la croissance économique et du développement humain. Mais vus de près, les arguments avancés par la plupart de ces travaux sont loin d'être convaincants. Il n'y a en effet aucune preuve que la libéralisation des échanges induit automatiquement la croissance économique et le développement humain. Dans un ouvrage<sup>6</sup> consacré aux relations entre le commerce et le développement humain durable, le PNUD a fait une intéressante comparaison entre deux pays, selon leur niveau d'ouverture au commerce mondial, pour démontrer une

telle assertion. Ces pays sont le Viet Nam et Haïti.

Depuis le milieu des années 80, le Viet Nam a entrepris une démarche progressive de réforme. Il n'est pas membre de l'OMC. Il a organisé un commerce international d'Etat, maintenu le monopole des importations, conservé des restrictions quantitatives et des droits de douane élevés (30 à 50%) sur les importations des produits agricoles et industriels. Pourtant, malgré ces mesures contraires aux « recettes » couramment préconisées par les tenants de la doctrine néolibérale, le Viet Nam a obtenu des succès spectaculaires en réalisant un taux de croissance supérieur à 8% par an depuis le milieu des années, ce qui lui vaut une augmentation de son commerce de 12%, une réduction considérable de la pauvreté, y compris en milieu rural et dans les couches vulnérables (les femmes et les jeunes) et a attiré des flux d'investissement étrangers directs considérables.

Haïti par contre s'est engagé dans une ambitieuse voie de libéralisation et d'ouverture tous azimuts depuis 1994/1995. Il a ramené ses tarifs douaniers à un maximum de 15% et éliminé toutes ses restrictions quantitatives. Son économie n'a pas pour autant évolué. Les indicateurs sociaux se sont même détériorés et la pauvreté a atteint par endroit des niveaux préoccupants. Bien qu'il soit membre de l'OMC, son intégration dans le commerce mondial est des plus marginales.

Ces deux exemples traduisent une réalité désormais bien connue non pas seulement des « experts » du développement, mais aussi de plus en plus, des populations africaines elles-mêmes : une libéralisation économique inconsidérée ou prématurée expose à la vulnérabilité et à la régression. L'expérience Haïtienne est dans une large mesure celle de nombre de pays africains.

L'analyse de l'évolution du commerce mondial sur les vingt dernières années montre que l'Afrique n'a



malheureusement pas tiré profit des avantages<sup>7</sup> accordés et qu'en dépit de tous les accords et régimes préférentiels, la part du commerce africain dans le commerce mondial a significativement reculé, passant de 6 % en 1980 à 2% en 2004. En effet, depuis 1980, les exportations africaines ont progressé à un rythme annuel moyen de 1.5% alors que le monde progressait de 5.8% par an. Donc chaque année, l'Afrique a perdu des parts de marché par rapport au reste du monde. Si l'Afrique avait maintenu la même part du marché mondial qu'en 1980, elle aurait eu pour 140 milliards de dollars d'exportation additionnelle par année sur la période, soit près de douze fois ce que la région reçoit en aide étrangère.

Les conséquences sociales d'une telle régression économique ne sont plus à démontrer. Et les exemples ne manquent malheureusement pas. Dans le domaine agricole, l'Afrique connaît une double pression qui résulte à la fois de la concurrence des produits subventionnés du Nord sur les marchés africains et des obstacles qui entravent l'accès des produits africains aux marchés du Nord. Ces deux aspects concourent à déstabiliser les filières agricoles et à exposer les agriculteurs à une insécurité alimentaire quasi chronique.

Dans le domaine industriel, les programmes d'ajustement structurels d'abord et les accords de l'OMC relatifs à l'accès aux marchés pour les produits non agricoles ont imposé une réduction drastique des droits de douane qui étaient les seuls instruments de protection des industries africaines. Cela a exposé l'industrie africaine naissante, donc vulnérable, à une confrontation directe avec les grandes firmes des pays développés qui a tourné très vite à l'avantage de ces dernières. Le secteur le plus édifiant est aujourd'hui le secteur textile africain où des pays qui avaient un avantage comparatif certain se sont vu obliger de supprimer des centaines de milliers d'emplois avant même la fin de l'accord sur les quotas en décembre 2004. Et depuis 2005, l'entrée en force de la Chine dans le marché mondial des textiles a resserré les pressions dans ce secteur. Aujourd'hui le Nigeria, la Tunisie, la Maroc, le Ghana, le Sénégal entre autres, subissent de plein fouet les crises de ce secteur à très forte potentialité de main d'œuvre.

Au Nigeria par exemple, le textile était en 1993 la deuxième source d'emplois, après le gouvernement. La plupart des emplois étaient occupés par des femmes. Mais en 1997, 60% d'entre elles se sont retrouvées au chômage suite à l'entrée en vigueur des accords de l'OMC. Ces extravaillieuses se sont ainsi pour la plupart reversées dans l'économie informelle où elles ont commencé à accepter des contrats de couture à domicile, sans sécurité ni avantages sociaux, avec un revenu inférieur pour le même travail.

Même si libéralisation du secteur textile a augmenté et diversifié l'offre du produit dans les marchés africains où les prix ont aussi connu une tendance à la baisse, un tel fait ne peut compenser les pertes qu'occasionnera à long terme une désindustrialisation de l'Afrique. Elle n'a fait qu'augmenter l'informalisation de l'économie en développant le commerce autour de produits fabriqués ailleurs.

## **II. L'OMC dix ans après : opportunités économiques ou risques nouveaux ?**

Dix années de libéralisation sous l'égide de l'OMC mérite un bilan. Au-delà des doctrines et des querelles d'écoles, il a été communément admis que pour les pays africains, la libéralisation commerciale n'a pas produit les résultats escomptés.

L'accord général sur le commerce des services par exemple est destiné à ouvrir ce qui reste des services sociaux au commerce mondial – une bonne partie étant déjà privatisée dans le cadre des programmes d'ajustement structurel – avec une volonté à peine voilée de les céder aux multinationales. Les secteurs comme l'eau, l'énergie, l'éducation et la santé sont basculées irrémédiablement hors du giron de l'Etat et considérés comme de simples biens marchands. Le caractère irréversible de cet accord, sa portée et sa rigueur en font l'un des accords les plus destructeurs de l'OMC.

Des études réalisées dans de nombreux pays africains sur la libéralisation du secteur de l'eau ont montré que ce sont essentiellement les populations pauvres et vulnérables qui portent le fardeau des nouvelles contraintes engendrées par

les privatisations de ces secteurs stratégiques.

Dans le domaine de l'emploi, certes la libéralisation a augmenté les opportunités d'emploi dans certains secteurs de certains pays, mais ceux-ci se font toujours dans de très mauvaises conditions et sont souvent mal payés. Cela s'explique à la fois par la déréglementation des normes du travail et à la nature des structures institutionnelles qui limitent la capacité des travailleurs à négocier de meilleurs salaires et conditions de travail.

Une analyse fine du fonctionnement de l'OMC révèle explicitement une grande insatisfaction des africains quant à la distribution du pouvoir au sein de l'organisation, aux mécanismes de prise de décision et à l'opérationnalité des « flexibilités » prévues pour les pays pauvres. Un rapport<sup>8</sup> produit en 2005 pour évaluer les dix années de fonctionnement de l'OMC a d'ailleurs démontré cette caractéristique et a indiqué qu'une réforme de l'organisation est nécessaire.

Le blocage des négociations à l'OMC ainsi que les raisons, explicites ou diffuses, qui les fondent ne laissent aucun doute sur le fait que le « programme de Doha pour le développement » en cours est façonné par les intérêts des pays riches sous la conduite des Etats-Unis, de l'Union Européenne, du Japon, du Canada et de l'Australie. Les préoccupations des pays africains et de leurs populations en quête de développement sont largement ignorées. Les règles du jeu proposées sont asymétriques dans leur structure et inéquitables dans leurs résultats. Tout dans l'architecture actuelle des négociations dans le programme de Doha pour le développement tend à faire du commerce une fin. Ce qui est une erreur grossière dans la mesure où le commerce ne saurait être qu'un moyen au service au développement humain durable et autogéré et ne peut être profitable que s'il est encadré par un cadre institutionnel et réglementaire national efficace.

Les résultats médiocres obtenus par les pays africains après dix ans de libéralisation sous l'égide de l'OMC n'a point amené les pays développés à remettre en question leurs positions et leurs

*(suite à la page 14)*

*L'Afrique dans la libéralisation des échanges...  
(suite de la page 13)*

objectifs. Si les négociations se sont aujourd'hui enlisées dans de profondes divergences au point d'être « suspendues » par le Directeur de l'OMC pour une durée indéterminée, ce n'est pas parce qu'on cherche à mieux prendre en compte les intérêts des pays en développement, des africains en particuliers. La crise actuelle est essentiellement due à la bataille entre les Etats-Unis et l'Union européenne d'un côté et le G209 de l'autre autour de la question du parallélisme<sup>10</sup> des formes. Les pays développés demandent aux pays en développement d'opérer une réduction drastique des droits de douane sur les produits industriels et de prendre des engagements en matière de libéralisation du commerce des services tandis que ces derniers demandent aux premiers de réduire leurs subventions agricoles. Vaste programme !

Au regard de la crise actuelle et des sombres perspectives à l'OMC la conclusion logique à une évaluation des dix ans de fonctionnement devrait être « mission non accomplie ».

Et la question serait dès lors de savoir quelle serait l'alternative à l'OMC ? Quelles seraient les conséquences d'une crise durable de l'OMC sur les populations africaines ?

La tentation est bien grande de répondre par la simplicité en disant qu'un échec des négociations à l'OMC ne serait que bénéfice pour le pays africains en raison de l'inéquité des règles actuelles. Cette position est aussi celle d'un nombre de plus en plus grand d'acteurs qui militent pour la diminution ou le rétrécissement du pouvoir de l'OMC.

Un regard sur les relations de pouvoir à l'OMC et dans le système de la gouvernance mondiale montre cependant qu'une telle position résiste difficilement à une analyse lucide. L'échec des négociations commerciales consacrerait définitivement le statu quo et renforcerait les relations commerciales actuelles largement en défaveur des pays africains.

La spécialisation africaine dans le commerce des matières premières et des produits à faible valeur ajoutée est largement déterminée par les crêtes

tarifaires et la progressivité des droits appliqués dans les pays développés ; la réduction des droits de douane sur les produits industriels réduit l'espace politiques des Etats africains et exposent les industries à une concurrence directe des multinationales ; le maintien des subventions agricoles illégales du Nord dans les secteurs comme le coton ou d'autres secteurs importants pour l'Afrique enfonce les producteurs africains dans la misère ; la décision sur l'accès des pays pauvres aux médicaments génériques n'est toujours pas opérationnel ; etc. Les exemples pourraient être multipliés à l'infini. Dans un tel contexte prôner l'arrêt des négociations multilatérales revient à plaider pour le maintien d'une telle situation. Il faut donc au contraire, relancer les négociations multilatérales et se battre pour que le principe d'un traitement spécial et différencié pour les pays africains, ainsi que l'aide pour le commerce entre autres, soient effectifs, opérationnels et obligatoires, conformément à l'esprit du mandat de Doha dans tous les domaines de négociation.

Même si les négociations ne font pas encore vraiment avancer la cause africaine, elles permettent au moins de maintenir l'intérêt des populations africaines pour celles-ci ; renforcent la pression populaire sur les gouvernements et les négociateurs, offrent une tribune aux Etats africains et aux organisations de la société civile (ONG, organisations de producteurs, syndicats, secteur privé etc.) pour dénoncer les régimes et les règles commerciaux actuels et atténuent les pressions des gouvernements du Nord et des institutions multilatérales qui prônent une libéralisation au services des riches.

La façon dont le commerce international est régi aujourd'hui engendre des résultats forcément inéquitables. Peut-il en être d'ailleurs autrement dans une partie où les joueurs ne sont pas égaux ?

Alors que les règles établies ne permettent pas au pays africains de développer des moyens pour compenser ceux qui sont lésés par les échanges internationaux, les pays développés on quant à eux mis en place des mécanismes qui les protègent des dangers induits par la libéralisation.

Dans ce contexte, le programme de Doha pour le développement ne pourrait réellement atteindre sa mission de créer un cadre favorable au développement que s'il permet la création d'un environnement international qui garantit aux pays africains suffisamment de flexibilités pour la mise en place de politiques et de normes nationale. Cela devrait avoir pour effet d'aider ces pays protéger leurs populations, leurs marchés et leurs institutions des effets du marché.

Une telle démarche interpelle cependant la responsabilité des dirigeants africains. S'il est convenu que le système de gouvernance du commerce international devrait plus prendre en compte la voix des populations vulnérables, il faut aussi reconnaître que ce travail doit d'abord se réaliser au niveau national. Une participation accrue de diverses catégories d'acteurs incluant les parlementaires, les ONG, les organisations de producteurs, de femmes, de consommateurs, le secteur privé etc. dans l'élaboration des politiques commerciales est un pré requis incontournable pour faire valoir les intérêts nationaux dans les négociations à l'OMC.

- 1 Chargé du programme commerce à Enda Tiers Monde. Les idées sont exprimées à titre personnel et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'équipe de Passerelles (Enda et Ictsd).
- 2 Voir Passerelles n° 2 vol 3, novembre 2001 – janvier 2002.
- 3 Du titre de l'ouvrage de Maude Barlow et Tony Clarke qui relate les manifestations des mouvements citoyens mondiaux qui ont empêché le lancement du « Cycle du millénaire » de l'OMC.
- 4 Passerelles volume 7 n°1, janvier – février 2006
- 5 D'intéressantes études menées par des ONG comme Enda Tiers Monde, Oxfam, ICSTD ont prouvé l'impact désastreux des subventions américaines sur le coton africain. A lire à ce propos le « Livre blanc sur le coton », Enda Diapol, 2005.
- 6 « Mettre le commerce international au service de tous », PNUD 2003.
- 7 Parmi ces avantages relatifs ont peut notamment citer les préférences commerciales non réciproques UE / ACP qui étaient la caractéristiques des accords de Lomé, les flexibilités

*(suite à la page 19)*

## L'aide pour le commerce indépendante du Cycle de Doha, dit l'Equipe spéciale

L'Equipe spéciale de l'aide pour le commerce de l'OMC a mis l'accent avec force sur le fait que l'accroissement des possibilités commerciales pour les pays en développement reste la contribution la plus importante que l'OMC peut apporter au développement et que l'aide pour le commerce devrait donc être concrétisée sans attendre.

L'Equipe spéciale a conclu ses travaux comme prévu, en juillet. Elle a reconnu, de manière notable, que l'aide pour le commerce était « importante en sa qualité propre et devrait aider les pays en développement à tirer profit de l'accroissement des opportunités commerciales, aux niveaux multilatéral (découlant à la fois des cycles antérieurs et des résultats escomptés de l'Agenda du développement de Doha), régional, bilatéral et unilatéral ».

Mais elle a également noté que les pays en développement avaient besoin de soutien « pour mettre en place des mesures d'accompagnement qui les aident à tirer profit de la libéralisation des échanges. »

Prononçant un discours à Jackson Hole, le 25 août, Ben Bernanke, président de la réserve fédérale américaine, a noté que le défi que les décideurs devaient relever était de « garantir que les avantages découlant de l'intégration économique mondiale étaient assez largement répartis – par exemple en aidant les travailleurs licenciés à acquérir la formation nécessaire pour profiter des nouvelles opportunités – que l'on pouvait arriver consensus en vue d'instaurer des changements destinés à rehausser le bien-être. Il était peut-être loin d'être facile de susciter un tel consensus, aux niveaux national et global.

Toutefois, cela en valait la peine, car les avantages potentiels à tirer d'une intégration économique globale accrue étaient de fait, considérables. »

La nouveauté du concept de l'aide pour le commerce de l'Equipe spéciale est cette reconnaissance du fait qu'il y a des perdants ainsi que des gagnants, de l'intégration et de la libéralisation du commerce.

Ainsi, un régime de gouvernance globale responsable pour le commerce doit incorporer une dimension qui prend

effectivement en compte l'ajustement et l'état de préparation.

### Financement de l'aide pour le commerce

Les recommandations mettent l'accent avec force sur la nécessité cruciale de garantir un financement adéquat, ainsi qu'un contrôle des dépenses en matière d'aide pour le commerce, mais n'engagent pas formellement les Membres à fournir de tels fonds. Elles renvoient plutôt à un certain nombre d'engagements internationaux existants pour accroître de manière substantielle l'aide au développement, ainsi qu'à des annonces faites à HongKong concernant en particulier l'assistance liée au commerce.

Les gouvernements sont instamment invités à « mettre à disposition des fonds ciblés pour la construction d'infrastructures et pour la suppression des contraintes de l'offre – en plus de la constitution de capacités et de l'assistance technique. » Ils pourraient recourir à des filières bilatérales et multilatérales, notamment aux agences des Nations Unies et aux banques de développement régionales, ainsi qu'au Cadre intégré en faveur des pays les moins avancés (PMA), et peut-être créer un mécanisme similaire pour les pays non PMA les plus pauvres.

Au lieu de s'appuyer sur un réseau complexe de filières de financement, un certain nombre de pays préféreraient la mise en place d'un mécanisme autonome, s'inspirant peut-être du Fonds pour la protection de l'environnement, qui aide les pays en développement à financer des projets ayant trait à la biodiversité, aux changements climatiques et à d'autres préoccupations globales.

Il y a également beaucoup d'intérêt pour la suggestion de l'Equipe spéciale, selon laquelle les Membres de l'OMC « explorent les avantages de la mise en place d'un Comité régional de l'aide pour

le commerce, comprenant des organisations et des institutions financières sous-régionales et régionales, pour surveiller la mise en œuvre des dimensions sous-régionales et régionales de l'aide pour le commerce, rendre compte des besoins, des réponses et des impacts, et superviser le contrôle et l'évaluation. »

### Surveillance des flux financiers et de la performance

La surveillance devrait être assurée à travers des normes en matière d'établissement de rapports à tous les niveaux – pays bailleurs, pays bénéficiaires et institutions - l'OMC étant chargée de procéder à des revues périodiques globales sur la base de ces rapports.

Les revues devraient être suivies d'un débat au Conseil général pour donner une orientation politique à l'aide pour le commerce. Les Membres pourraient également être tenus de notifier à l'OMC leurs activités en matière d'aide pour le commerce.

La complexité des normes en matière d'établissement de rapports découle de la difficulté à faire le suivi de l'aide publique au développement (APD) et à déterminer si oui ou non le financement de toute activité particulière est 'additionnel', au lieu d'être détourné d'autres domaines ou simplement reconditionné sous une nouvelle étiquette.

Il y a également des efforts visant expressément à garantir l'appropriation des activités en matière d'aide pour le commerce par les pays bénéficiaires, ainsi que la participation de ces pays à de telles activités.

Des Comités nationaux d'aide pour le commerce pourraient être mis en place « pour garantir l'intégration du commerce dans les stratégies de développement nationales, déterminer les besoins pays, fixer les priorités,

(suite à la page 19)



## Le G 20 affiche son ouverture pour une reprise des négociations mais appelle à un résultat ambitieux et équilibré

Tous les membres de l'OMC avaient promis de tout mettre en œuvre pour la relance du cycle de Doha suspendu en fin juillet dernier. Le G20 est cependant le premier acteur à prendre une initiative concrète dans ce sens en organisant une rencontre à Rio de Janeiro le 9 septembre pour permettre à ses membres d'harmoniser leurs positions et de jeter des passerelles avec d'autres groupes de pays en développement membres.

Dans une déclaration rendue publique le 9 septembre, le G20, en coopération avec le G33, le Groupe africain, le Groupe ACP, les PMAs, l'Amna 11, le Groupe des petites économies vulnérables et le C4, ont affiché leur volonté de reprendre « immédiatement » les négociations commerciales du cycle de Doha, en appelant les pays riches à améliorer leurs propositions d'ouverture des marchés agricoles.

Regrettant la suspension des négociations qui constitue un recul pour un cycle qui ambitionne de mettre le développement et l'agriculture au cœur du système commercial multilatéral, ils ont reconnu qu'aujourd'hui c'est l'ensemble du système multilatéral qui pourrait être affecté par la crise actuelle de l'OMC.

L'agriculture occupe une place prépondérante dans l'économie des pays du G20 comme dans celle des autres pays en développement signataires de la déclaration. Une large proportion de la population active de ces pays s'adonne directement ou indirectement à l'activité agricole dont l'état conditionne leur niveau de vie et leurs moyens de subsistance.

L'agriculture subit cependant de grandes contraintes dans les pays en développement à cause des effets cumulés des subventions agricoles et des restrictions à l'accès aux marchés des pays riches.

C'est pourquoi, conformément au mandat de Doha, le G20 et ses alliés ont affirmé que le résultat final du cycle de négociations en cours devrait assurer

une réduction substantielle et effective des mesures distorsives qui perturbent le marché mondial des produits agricoles, un renforcement des règles empêchant tout transfert entre les boîtes et en fin un accès accru aux marchés.

Même s'ils ont affirmé leur volonté d'œuvrer pour la relance des négociations, les pays du G20 semblent aussi avoir profité de la réunion de Rio pour consolider leurs demandes sur un certain nombre de points stratégiques sur lesquels leurs positions rejoignent celles des pays en développement.

Qu'il s'agisse de la question des Produits spéciaux et du mécanisme de sauvegarde spécial ou de l'accès aux marchés sans droits ni quotas pour les produits originaires PMA et de l'aide pour le commerce, les pays en développement ont demandé la prise en compte des préoccupations exprimées déjà avant Hong Kong, mais aussi l'opérationnalisation des décisions prises lors de la dernière ministérielle, concernant en particulier l'aide pour le commerce et l'accès aux marchés pour les PMA.

Sur l'aide pour le commerce, sujet qui a reçu quelques avancées dernièrement, le G20 a accueilli favorablement les recommandations de la « task force » de l'OMC en vue de l'opérationnalisation du mécanisme de l'aide pour le commerce qui devrait passer par la mise en place de financements additionnels, prévisibles, durables et inconditionnels.

Plus généralement, le G20 a rappelé que pour ses membres tout accord qui sortira du programme de Doha devra être conforme à l'esprit de la déclaration de Doha, de l'accord cadre de 2004 et de la déclaration ministérielle de Hong Kong. Pour eux, le processus en cours, s'il venait à être relancé, ne pourrait nullement signifier une renégociation des textes déjà convenus ou une réécriture de ceux-ci.

Les pays développés seront largement responsables des résultats du cycle de négociation a estimé le G20. Ils doivent de ce fait montrer leur disposition à

mettre en œuvre les mesures destinées à supprimer les pratiques distorsives et à ouvrir effectivement leurs marchés. Leurs positions actuelles ne concourent pas à mener les négociations dans la bonne direction, c'est-à-dire vers la prise en compte concrète de la dimension du développement dans le programme de Doha. Ils devraient donc reconsidérer leurs propositions dans les négociations agricoles en particulier dans les domaines de l'accès au marché et du soutien interne.

L'objectif de la rencontre était d'adresser un signal politique clair — « Il doit y avoir une relance du cycle de Doha le plus tôt possible » — et de « définir les bases » sur lesquelles peuvent repartir les négociations.

Les pays en développement veulent à travers cet acte montrer qu'ils sont prêts de leur côté à relever le défi.

La représentante américaine au Commerce Susan Schwab, le commissaire européen au Commerce Peter Mandelson, le ministre japonais de l'Agriculture Shoichi Nakagawa, étaient présents à la réunion, de même que le directeur général de l'OMC Pascal Lamy.

A court terme, tous s'accordent à dire que les élections à mi-parcours prévues aux Etats-Unis en novembre empêchent toute reprise des pourparlers. « A mon avis nous devons attendre après les élections à mi-parcours aux Etats-Unis en novembre pour que les négociations puissent aller de l'avant », a estimé le commissaire européen au Commerce.

Sortir de l'impasse actuelle « exige une volonté politique de la part de certains pays membres de l'OMC », a-t-il ajouté, dans une allusion transparente aux Etats-Unis.

Le G20 comprend 23 membres: Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Cuba, Equateur, Egypte, Philippines, Guatemala, Inde, Indonésie, Mexique, Nigéria, Pakistan, Paraguay, Pérou, Afrique du Sud, Thaïlande, Tanzanie, Uruguay, Venezuela et Zimbabwe.



## La conférence des ministres de l'agriculture d'Afrique de l'ouest et du centre (CMA AOC) plaide pour l'harmonisation des politiques régionales et des moyens accrus à l'agriculture

La Conférence des ministres de l'Agriculture de l'Afrique de l'ouest et du centre (Cma/Aoc) s'est tenue du 30 août au 1er septembre dernier à Saly, au Sénégal. La rencontre avait pour entre autres objectifs de partager les informations disponibles sur le rôle et la place de l'agriculture dans le processus de développement économique et social et de l'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Elle ambitionnait de mettre en place un réseau de tous les acteurs possibles du secteur et leur offrir une plate-forme pour échanger sur tous les aspects de l'agriculture qui ont un impact sur les négociations commerciales de l'Omc et sur les Ape.

L'atelier a réuni environ 90 participants venus des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, des organisations intergouvernementales (Cedeao, Uemoa, Cemas, Ceac) et des institutions internationales.

A l'issue de cette rencontre ministérielle, plusieurs recommandations ont été arrêtées dans l'optique d'accroître les fonds destinés au secteur agricole. Il en ressort que les pays membres devront s'employer à consacrer 10% des dépenses d'investissement au secteur de l'agriculture. Les ministres de la Cmac/Aoc ont également convenu d'une meilleure cohérence de l'Afrique dans les négociations à l'Organisation mondiale du commerce et des Accords de partenariat économique (APE).

Les pays d'Afrique centrale devront toutefois s'activer pour l'accélération de la formulation de leur politique agricole commune afin de l'harmoniser avec celle d'Afrique de l'ouest notamment dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'Agriculture en Afrique (volet Nepad). Les participants ont souhaité la mise en place rapide des instruments de la politique agricole en Afrique centrale qui semble être en retard par rapport à l'Afrique de l'ouest.

L'agriculture constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour les pays d'Afrique de l'ouest et du centre dans le contexte de la négociation simultanée du programme de Doha pour le développement à l'OMC et des APE entre les régions d'Afrique et l'Union européenne. Les ministres de l'Agriculture ont ainsi appelé à une plus grande cohérence dans les négociations à l'OMC et dans les APE qui doivent déboucher sur un paquet de développement.

Abordant la question des matières premières, les ministres ont estimé que l'initiative sur les matières premières à l'OMC devrait être plus outillée pour permettre de prendre en compte les problèmes cruciaux de ces produits, notamment les problèmes de productivité, de baisse des prix et d'accès aux marchés. Ils ont invité également les négociateurs à s'inscrire pleinement dans la communication conjointe du G33, le groupe Africain, le groupe des Acp et les Pays moins avancés (PMA, relative aux produits spéciaux et au mécanisme de sauvegarde spéciale. La rencontre recommande par ailleurs une plus grande concertation entre les négociateurs au niveau des Ape pour confronter les argumentaires et formuler des stratégies conjointes dans le secteur agricole. Selon les participants, la Cma/Aoc devrait appuyer une telle démarche. Les participants ont, en outre, mis en place une alliance formée à partir des réseaux pour une meilleure implication de tous les acteurs de l'Afrique de l'ouest et du centre dans les négociations de l'OMC.

La Cma/Aoc est une organisation inter gouvernementale regroupant les ministres de l'agriculture et/ou de l'élevage de 20 pays, dont 14 d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Togo) et 6 pays du Centre (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale,

République de Centre Afrique, Tchad).

Elle a l'ambition de développer des échanges intra-régionaux grâce à la création d'un marché régional des produits agricoles, de promouvoir les produits d'exportation par une meilleure compétitivité et d'élaborer des mesures d'accompagnement transversales pour favoriser un développement durable de l'agriculture et une harmonisation des politiques agricoles au niveau régional.

Sources : Le soleil ; aps.

---

*Crise à l'OMC : Les négociations commerciales piéges... (suite de la page 1)*

pose avec une grande acuité. Certes « *pas d'accord* » vaut toujours mieux qu'un « *très mauvais accord* ». Mais, il faut se rendre à l'évidence ; la suspension des négociations ne signifie ni l'arrêt définitif du programme de Doha, ni l'extinction des accords, encore moins la disparition de l'OMC.

Pour les pays en développement, l'enjeu se trouve maintenant dans le fait de savoir comment utiliser ce « *temps* » de réflexion pour évaluer leur statut, leur pouvoir, leurs stratégies et leurs attentes à l'OMC. Le spectacle qui s'est déroulé à l'OMC en fin juillet a révélé la posture de spectateurs passifs dans laquelle ces pays sont confinés.

Puisque malgré les récriminations et les « indignations » quant à l'injustice dont ils font l'objet à l'OMC aucun pays en développement n'a encore demandé à quitter la table de négociation, il faut bien croire qu'ils continuent toujours d'espérer un changement dans l'attitude de leurs partenaires. Mais l'obtention d'un accord équilibré et pro-développement passe par une plus grande implication des pays en développement dans les négociations. Il convient donc de préparer la reprise, qu'elle soit à court, moyen ou long terme. Pour l'Afrique par exemple, cela pourrait consister à lancer des initiatives visant

*(suite à la page 17)*

*Crise à l'OMC : Les négociations commerciales piégées... (suite de la page 17)*

à renforcer le niveau de maîtrise des règles et des accords commerciaux ; à mener des études et recherches nationales et régionales pour affiner leurs positions sur des questions qui feraient l'objet d'âpres discussions comme les PS et les MSS, à augmenter la mobilisation populaire autour des négociations commerciales, ainsi que le dialogue politique interne ; à renforcer la cohésion des politiques commerciales et à élaborer des positions communes ; enfin de consolider les alliances avec d'autres groupes de négociations. Une telle démarche pourrait leur permettre, si le statu quo actuel devait se poursuivre, de se prémunir contre la prolifération des accords bilatéraux qui en serait certainement la conséquence, et d'envisager des actions contentieuses contre les pays développés.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'OMC ne fait pas encore avancer la cause africaine dix ans après sa création. Elle est restée une arène où s'affrontent et se confrontent les intérêts des « major players ».

*L'Organe de règlement des différends... (suite de la page 8)*

et adaptable, caractérisé par des poids et contrepoids qui fonctionnent pleinement. Le système de règlement des différends de l'OMC a enregistré des succès éclatants, et en toute probabilité, continuera de le faire. Toutefois, les Membres de l'OMC ont un rôle crucial à jouer dans la définition des droits et des obligations qui devraient s'appliquer en vertu des disciplines convenues. De plus, le système de règlement des différends aura une légitimité restreinte, dans le temps, s'il n'est sollicité que pour l'interprétation de règles qui avaient été gelées à la conclusion du Cycle d'Uruguay, au lieu de l'être pour l'interprétation de disciplines qui ne cessent d'évoluer pour refléter la volonté actuelle de la communauté du commerce international.

Maintenant que les négociations ont été interrompues de manière formelle, le système de règlement des différends – qui, depuis longtemps, domine les fonctions de l'OMC – est devenu le canal exclusif à travers lequel

rechercher des résultats significatifs et substantiels. Il est dans l'intérêt de tous les Membres de reprendre les négociations aussi rapidement que possible pour chercher à garantir que le 'déséquilibre' ne devienne pas la caractéristique permanente qui définit l'Organisation mondiale du commerce.

*Brendan McGivern est Conseiller de White & Case International Trade à Genève.*

*Paradoxes et contradictions du commerce ... (suite de la page 10)*

entre pays en développement à des stades similaires de développement, dans le but de surmonter les limitations des marchés nationaux, pour permettre à ces pays de mieux se préparer à la concurrence mondiale.

Malheureusement, l'intégration au titre de ce modèle – tel que le Groupe andin ou le Mercosur – semble s'être essouffée. On a plutôt vu, au cours des dernières années, beaucoup plus d'accords préférentiels entre des pays développés puissants et des économies en développement beaucoup plus faibles, comme le montrent la CAFTA et d'autres traités conclus depuis 1995 par les États-Unis. Ces accords ont aggravé les asymétries existantes en donnant à Washington la possibilité d'exiger de partenaires beaucoup plus faibles des concessions qui vont bien au-delà de celles requises par l'OMC, dans des domaines tels que les services, la propriété intellectuelle et l'investissement. La compensation consiste en un élargissement de l'accès aux marchés préférentiel, ce qui est discriminatoire à l'égard des tierces parties. De plus, en règle générale, ces accords ne visent pas des domaines sensibles tels que les subventions agricoles, l'antidumping et d'autres aspects litigieux du Cycle de Doha.

Un rapport récent de la Banque mondiale a mis en garde les pays en développement contre la signature d'accords de libre-échange avec des partenaires beaucoup plus puissants, précisément parce que ces accords exigent des législations complexes et des institutions coûteuses qui ne prennent pas en compte leurs besoins en matière de développement ou leur

capacité à mettre en œuvre les obligations.

La dernière décennie a effectivement montré que, dans la plupart des cas, des accords asymétriques créent des opportunités pour des industries de montage, qui rehaussent les exportations et l'emploi industriel, mais n'ont que des effets modérés sur les produits manufacturés en termes de valeur ajoutée ou sur l'accélération de la croissance économique.

### Conclusions et perspectives

A la lumière de ces facteurs, il est difficile d'imaginer comment le Cycle de Doha pourrait remplir la promesse de transformer le système commercial multilatéral en faveur du développement, en corrigeant ses injustices et ses déséquilibres. Il est également peu probable, néanmoins, qu'une conclusion modeste des négociations en cours porte un coup mortel au système commercial multilatéral.

Au lieu de la prééminence exclusive d'un modèle possible quelconque – une super OMC visant à renforcer l'intégration, la fragmentation du système multilatéral en de nombreux accords bilatéraux et régionaux, ou un système dominé par la régulation des échanges – nous verrons probablement ces variantes continuer à coexister de manière précaire, avec un système multilatéral traditionnel en alternance constante entre la collaboration et la tension.

La crise actuelle dans les négociations résulte du manque de volonté politique suffisante pour faire face aux problèmes non résolus au cours des cycles antérieurs. Le défi que nous avons à relever aujourd'hui est le suivant : nous allons soit nous atteler aux injustices et aux déséquilibres persistants du système, soit être condamnés à une crise sans fin de sa capacité à trouver des solutions à travers des négociations équitables et équilibrées.

*Rubens Ricupero est Doyen de la Faculté de sciences économiques de la Fundação Armando Alvares Penteado à São Paulo, et ancien Directeur général de la CNUCED.*

## L'Afrique dans la libéralisation des échanges...

(suite de la page 14)

offertes aux PMA à l'OMC et plus largement au système de préférences généralisé.

- 8 L'OMC a commandité une évaluation de ses dix années de fonctionnement qui a été publiée en 2005 à l'occasion du 10<sup>ème</sup> anniversaire. Ce rapport émet des recommandations en faveur de la réforme de l'OMC. Il est disponible sur [www.wto.org](http://www.wto.org)
- 9 Le G20 est un grand groupe de négociations bâti autour de grands pays en développement exportateurs de produits agricoles comme l'Inde, du Brésil, de l'Argentine, de la Chine et de l'Afrique du Sud. Il a émergé peu avant la Conférence de Cancun en 2003 et se bat contre les subventions du Nord.
- 10 Notion défendue en particulier par l'UE sur les engagements. Chaque groupe campe sur ses positions et demande aux autres de prendre des engagements en premier.

## L'aide pour le commerce indépendante du Cycle de Doha...

(suite de la page 15)

contribuer à mettre en adéquation 'la demande' et 'la réponse' et aider dans l'évaluation. »

## L'aide pour le commerce et le Cycle de Doha

L'Equipe spéciale a mis l'accent sur le fait que l'aide pour le commerce n'était pas subordonnée à la conclusion fructueuse du Cycle de Doha et devrait être concrétisée 'dès que possible'. Elle a, dans le même temps, rappelé aux Membres que l'aide pour le commerce pourrait compléter, mais non remplacer, les avantages en termes de développement qui découleraient de la conclusion fructueuse du Cycle, en particulier sur l'accès aux marchés. Ainsi, un tel résultat accroîtrait le besoin d'aide pour atténuer les coûts d'ajustement, mettre en œuvre de nouveaux engagements, et mettre à profit de nouvelles opportunités d'accès aux marchés.

## Prochaines étapes ?

Le Conseil général de l'OMC se penchera sur le rapport de l'Equipe spéciale lors de sa session des 10-11 octobre. Le Directeur général a été invité à (i) mettre en place un groupe consultatif *ad hoc* pour faire progresser le suivi pratique des recommandations ; (ii) commencer à examiner les voies et moyens de mettre en œuvre les recommandations relatives à la surveillance de l'aide pour le commerce par l'OMC ; et (iii) organiser, en temps opportun, un réexamen initial de l'aide pour le commerce, avec la participation de toutes les parties prenantes pertinentes.

Renvoyant aux engagements souscrits à HongKong, l'Equipe spéciale a également prié instamment le Directeur général de chercher à faire confirmer par les bailleurs que les fonds seraient 'immédiatement disponibles' pour la mise en œuvre de l'aide pour le commerce.

L'aide pour le commerce, notamment le renforcement du soutien aux besoins régionaux, sous-régionaux et transfrontières, figure à l'ordre du jour de la réunion du 18 septembre de la réunion du Comité du développement Banque mondiale/FMI, à Singapour. L'OCDE organisera une réunion avec les non membres, début novembre, pour débattre de l'aide, du commerce et du développement.

## PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

## BRIDGES/PASSERELLES/PUNTES/PONTES

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers-Monde et ICTSD.

Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah

Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye

et El Hadj Abdourahmane Diouf

Montage : Noma Camara

Diffusion : Rokhayatou Ndiaye Méguida

Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél : (221) 821-70-37 - Fax : (221) 822-26-95

E-mail : [syspro2@enda.sn](mailto:syspro2@enda.sn) - Web : <http://www.enda.sn>

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle

Tél : (41-22) 917-8492 - Fax : (41-22) 917-8093

E-mail : [ictsd@ictsd.ch](mailto:ictsd@ictsd.ch) - Web : <http://www.ictsd.org>

PUNTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, est publiée tous les deux mois pour Centro de Internacional de Política Económica de l'Université Nationale de Costa Rica et ICTSD.

Coordinateurs : Carlos Murillo, Eduardo Escobedo

Tél : (506) 263 4550 - Fax : (506) 263 4540

E-mail : [puentes@ictsd.ch](mailto:puentes@ictsd.ch)

Les opinions exprimées dans les articles signés de PASSERELLES, BRIDGES, PUNTES et PONTES sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD et de la Fundación Futuro Latinoamericano. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

## PASSERELLES synthèse Bi-Mensuelle

Co-publication : ENDA - Tiers Monde

Publication électronique mensuelle sur les questions de commerce et développement durable d'importance particulière à l'Afrique.

Rédacteurs : El Hadji Diouf, Cheikh Tidiane Dièye

Pour vous abonner à la revue Passerelles ou au bulletin électronique Passerelles synthèse Bi-Mensuelle sur le commerce et le développement, envoyez un courrier électronique à : [syspro2@enda.sn](mailto:syspro2@enda.sn) ou à [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch). Dans le corps du texte écrivez, inscription à Passerelles. La revue et le bulletin électronique sont aussi disponibles sur le site internet de ICTSD ([www.ictsd.org/africodev](http://www.ictsd.org/africodev)).



## Publications

**CNUCED**, Rapport sur le commerce et el développement 2006.  
<http://www.unctad.org/Templates/Webflyer.asp?docID=7183&intltemID=2508&mode=&lang=2>

**CNUCED**, La coopération Sud – Sud dans le domaine des accords internationaux d'investissement, juin 06 ; 110 pages.  
<http://www.unctad.org/Templates/webflyer.asp?docid=6437&intltemID=2068&lang=2>

**FALL, A. S ; Favreau, L et G LAROSE** : L'Afrique qui se refait : Initiatives économiques populaires et développement local en Afrique noire.

Presses universitaires du Québec et KHARTALA (Paris) 2006

**FAO**, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2005, <http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

**FAO**, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2005. Éradiquer la faim dans le monde pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement, <http://www.fao.org/icatalog/inter-f.htm>

**GEMDEV** (groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement) : Quels acteurs pour quel développement ? KHARTALA, Paris, septembre 2005, 280 pages

**GRET** (groupe de recherche et d'échanges technologiques), Impacts de l'Accord de Partenariat économique UE – Afrique de l'Ouest ; Synthèse bibliographique. Décembre 2005 73 pages

**Hubrural**, Renforcement des capacités des productrices rurales pour l'intégration des marchés régionaux : Défis et perspectives, [http://www.hubrural.org/ressources/documentation.php?lang=fr&id\\_doc=4655](http://www.hubrural.org/ressources/documentation.php?lang=fr&id_doc=4655)

**IRIS** (Institut des relations internationales stratégiques) : Le Patriotisme économique à l'épreuve de la mondialisation. Revue internationale et stratégique. Edition 2006

**Institut Nord Sud** : L'agriculture et l'OMC : un exercice sur le développement pour la ronde de Doha ; Bulletin 20005- 2006

**Mendez. Del Villar, L. RA Alvez, M.SAdio .Keita** .: Facteurs de performances et de compétitivité des exploitations cotonnières au Brésil ; aux Etats-Unis et au Mali ; Cahiers Agricultures, Vol, 15, N°1 ,Janvier, Février 2006

**OCDE** : l'Efficacité de l'aide alimentaire pour le développement. Les effets de l'aide liée ;

Mai 2006, 140 pages

**OCDE/ BAD**, avec le soutien financier de la Commission européenne: les perspectives économiques en Afrique. Mai 2006, 628 pages

**OMC**, Rapport sur le commerce mondial 2006 : les subventions, le commerce et l'OMC. [http://www.wto.org/french/res\\_f/reser\\_f/world\\_trade\\_report\\_f.htm](http://www.wto.org/french/res_f/reser_f/world_trade_report_f.htm)

**OMC** : Statistique du commerce international 2005 ; Août 2005, 276 pages

## Evénements

**18 septembre**, Genève, Suisse, OMPI, Comité provisoire des propositions concernant un plan d'action de l'OMPI pour le développement [http://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting\\_id=11302](http://www.wipo.int/meetings/fr/details.jsp?meeting_id=11302)

**18 -22 septembre**, Abuja, Nigeria, Seconde Conférence Régionale 2006 sur la situation agricole et alimentaire et les opportunités d'échanges dans le Sahel et en Afrique de l'Ouest. Contact : (moussa.cisse@cilss.b ...) ou (pannequin@ifdc.org)

**18-22 septembre**, Ouagadougou, Burkina Faso, Formation sous-régionale de politique commerciale à l'intention des pays Membres de l'UEMOA. Contact : M. Felipe Vargas-Maza T., Division de l'Administration et des Services Généraux de l'OMC (logistic.unit@wto.or ...)

**19-20 septembre**, Singapour, Réunion annuelle 2006 du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, <http://www.imf.org/external/am/2006/about.htm>

**21 septembre**, Genève, Suisse, Lancement du rapport sur le dév. économique en Afrique. <http://www.unctad.org/Templates/Meeting.asp?intltemID=2068&m=12151&info=&lang=2>

**21-23 septembre, Cotonou, Bénin**, Réunion de concertation sur le projet régional sur la biosécurité en Afrique de l'Ouest (PRBAO. Contact : (mdiallo@uemoa.int) ou Zourata Lompo, Coordinatrice régionale du PRBAO (lompo.zourata@univ-o ...)

**25-26 septembre**, OMC, Genève, Forum public de l'OMC

**25 septembre-3 octobre**, Assemblées des États membres de l'OMPI. [http://www.wto.org/french/news\\_f/events\\_f/events\\_f.htm](http://www.wto.org/french/news_f/events_f/events_f.htm)

**26-28 septembre**, Bergen, Norvège, Conférence sur la mise en œuvre de l'approche éco systémique dans les pêcheries. <http://sdgateway.net/events/default.asp?EventID=3680>

**27-28 septembre**, Yaoundé, Cameroun, Forum régional de l'OCDE: accroître au maximum les avantages de la facilitation des échanges pour le développement. [http://www.oecd.org/document/0/0,2340,en\\_2649\\_201185\\_37212928\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/0/0,2340,en_2649_201185_37212928_1_1_1_1,00.html)

**27-29 septembre**, OMC, Genève, Organe d'examen des politiques commerciales

**29 septembre, OMC**, Genève, comité du commerce et du développement

**16 octobre** ; Genève Suisse, Lancement du Rapport 2006 sur l'investissement dans le monde. <http://www.unctad.org/Templates/Meeting.asp?intltemID=2068&m=12051&info=&lang=2>

**16-18 octobre**, Genève, Suisse, Réunion d'experts sur le rôle des TIC dans la facilitation du commerce aux frontières et dans les ports. <http://www.unctad.org/Templates/Meeting.asp?intltemID=2068&m=12169&info=&lang=2>

**2-6 octobre**, Genève, Suisse, 54<sup>ème</sup> session du comité exécutif du CITES.